

Biographies de militants « pablistes »

La mort de Dominique Ghisoni et Isabelle Hochet

Un accident de la circulation à la hauteur de Villefranche, terrible et brutal. A cause du brouillard dans la nuit du 11 au 12 janvier 1989: la mort de Dominique Ghisoni et d'Isabelle Hochet sa compagne. Une peine immense nous envahit, irréparable, comment l'accepter ?

Dominique Ghisoni a adhéré à l'AMR au début des années 70 à Lyon. A l'entrée de l'AMR dans le PSU en 1975 il est déjà un des cadres de la région. Membre du comité central des CCA, au deuxième congrès de cette organisation, il appartient à la tendance majoritaire dans les débats, qui opposent majorité et la minorité plus proche des positions du secrétariat national de la TMRI, qui entraîneront la minorité à quitter les CCA et à recréer l'AMR.

Très actif politiquement au sein des CCA il attirera cette organisation vers le soutien concret au peuple corse opprimé, auquel il appartient. Engagé à fond dans le mouvement national corse, Dumenicu Ghisoni ne séparera pas son combat pour l'île et son internationalisme. Il oeuvra en particulier à ce que la TMIRI s'engage aux côtés des nationalistes révolutionnaires corses, tels ceux de A conculta et d'Unita Nazionalista.

Lors de la dernière conférence internationale de la TMRI ce fut lui qui rédigea la résolution de « campagne pour une amnistie des prisonniers politiques en Europe », à la suite des travaux de commission à laquelle il participe.

Dans les dernières années, après avoir passé son agrégation, Dominique s'est consacré entre autres à divers travaux propres à mettre en lumière le passé du peuple corse, ses luttes et son identité nationale.

Il fut l'animateur et le réalisateur du Colloque international de Lyon en Novembre 1987 qui permit aux mouvements indépendantistes de « ces îles que l'on dit françaises » (Kanak, Guadeloupe, Martinique, Réunion, et Corse) de confronter et de partager leurs expériences et leurs luttes. De même que des journées d'études sur le mouvement révolutionnaire dans ces îles, contemporain la révolution française de 1789, qui a eut lieu à Jussieu les 21
22 Janvier dernier.

Isabelle qui était journaliste n'avait pas la plus petite part dans toute cette activité. Elle même était engagée dans l'ensemble du travail de solidarité à ces mouvements et particulièrement au peuple corse. Affreuse la mort nous a arraché deux militants qu'on aimait beaucoup. Un coup dur pour la cause corse, un coup dur pour les marxistes-révolutionnaires.

Que leurs familles et leurs amis trouvent ici le témoignage de notre sympathie.

Gilbert Marquis
Sous le Drapeau du Socialisme n°110-111 mai-juin 1989

Dumé

La première fois que j'ai rencontré Dumé Ghisoni, je crois que les bombes américaines pleuvaient encore sur Hanoï Il ne s'appelait pas encore, pour nous, Dumé. Il s'appelait Wifaa ou Adrien, que sais-je encore? C'était le temps où nous portions encore des pseudonymes, par tradition et parfois .par nécessité. L'espoir de Mai l'animait. L'espoir d'un monde solidaire et fraternel, un monde d'égalité entre les peuples, une société sans classe. Le souffle de la révolution était passé sur sa vie. Il ne devait plus le quitter jusqu'à ce jour fatidique de février 1989...

Il appartenait à notre petite famille, celle des porteurs de valises. Ses choix, son expérience personnelle, l'avaient poussé vers ceux qui, quelques années auparavant, avaient porté celles du FLN algérien, vers ceux qui, quelques années avant la crise révolutionnaire de Mai 68, avaient rapporté dans leurs valises deux idées-force : celle de l'autogestion qui était en réalité l'idée originelle du socialisme, et celle que la révolution à venir ne ressemblerait pas à la précédente. Adrien était persuadé que regarder et commenter les combats de ses frères humains exploités et opprimés du monde, sans s'y plonger, sans mettre la main à la pâte n'avait guère de sens. Pas seulement par générosité mais parce qu'il savait que pour progresser et donc pour préparer les combats et les victoires, il faut s'imprégner du levain de l'expérience révolutionnaire d'ici et d'ailleurs, d'hier et d'aujourd'hui. Il était des nôtres. Il a suivi l'étroit chemin de ceux qui s'engagent corps et âme depuis l'aube du siècle, de Paris à Pétersbourg, de Vorkouta à Alger et de Paris à Bastia pour une certaine ^conception du socialisme et du monde.

Porteurs de valise, il était. Et des valises, il en a porté dans sa trop courte vie ! Et vous le savez, dans la grande sacoche de cuir qui lui servait de valise, il y a eu de tout. Des pièces de ronéo pour les syndicalistes autogestionnaires de Pologne, des cagoules de clandestin quand il était syndicaliste en uniforme dans les rangs de cette armée française dont les tristes exploits ne sont plus à conter. Il y a eu de tout et surtout des livres, beaucoup de livres dans cette valise. Quel que soit son nom, Dumé était avant tout un combattant et il combattait aussi avec les livres pour apprendre, comprendre et agir. Intellectuel combattant, internationaliste, il était normal naturel qu'il franchisse la Méditerranée et qu'il nous tire par la manche pour qu'on la franchisse avec lui, pour adhérer au combat de son peuple pour sa lutte de libération nationale et sociale Nous l'avons suivi, plus ou moins rapidement, et il faut le dire, nous avons été bien seuls a certains moments... Mais nous n'avons pas eu à le regretter, nous avons vu, appris, combattu. Il a encore une fois changé de nom, il est devenu, pour nous, Dumé. C'était en réalité son vrai nom depuis longtemps.

C'était notre ami, notre camarade, notre frère. Nous continuerons a lutter et a vivre avec son souvenir. Nos combats seront les siens et ce sera notre façon d'éloigner ce chien d'oubli.

Patrick Caligari

Sous le Drapeau du Socialisme n°110-111 mai-juin 19 89

Sadik Premtaj, « Victor »

1915-1991

Cinquante ans de lutte contre le stalinisme albanais

L'AMRI est en deuil d'un de ses plus fidèles et de ses plus anciens membres : le camarade Sadik Premtaj, «Victor» comme on le nommait selon le pseudonyme qu'il avait choisi.

Tous ceux qui l'ont connu seront très affectés par sa disparition. Simple, direct, il avait gardé ses manières de partisan farouche, acquises dans le maquis albanais pendant la deuxième guerre mondiale. Sa fermeté de caractère lui a permis de supporter les quarante sept années d'épreuves réservées au proscrit qu'il était devenu, véritable bête noire de la dictature d'Enver Hoxha.

Sa mémoire se confond avec la nôtre. Dès l'annonce de son décès l'AMRI a publié le communiqué qui suit.

« L'un des chefs les plus prestigieux de la Résistance antifasciste et l'un des fondateurs du mouvement communiste en Albanie, Sadki Premtaj, est décédé hier dimanche 7 avril 1991 à Paris où il était réfugié depuis 1947 après avoir fui les différentes tentatives d'assassinat organisées traîtreusement durant la lutte d'indépendance contre le fascisme, par la clique d'Enver Hoxha.

Sadik Premtaj, né le 15 janvier 1915 à Gjormi-Vlore (Albanie) était depuis la Résistance et la création du PC albanais l'opposant révolutionnaire le plus résolu au régime bureaucratique d'Enver Hoxha. Ce dernier a tenté à plusieurs reprises de l'éliminer physiquement, y compris à l'étranger, en France même où Sadik Premtaj avait trouvé refuge. Dans chacun de ses discours, Enver Hoxha ne manquait pas de l'évoquer comme ennemi du régime. Dans son oeuvre sur la naissance du Parti communiste albanais, il ne cite pas moins de 175 fois le nom de Sadik Premtaj pour le calomnier.

Acharné à l'éliminer, le régime d'Enver Hoxha lui a naturellement interdit toute relation pendant quatre décennies avec son pays. C'est ainsi que Sadik Premtaj, n'a jamais revue son épouse et sa fille depuis l'année 1943. Ces dernières années il a pu recevoir quelques correspondances et avoir des nouvelles de sa famille qui a été constamment persécutée à cause de son nom Sa fille fut interdite d'études secondaires et supérieures; son épouse subit pressions sur pressions pour le dénoncer; son frère, qui a quitté clandestinement l'Albanie il y a quelques mois, fut emprisonné à maintes reprises jusqu'à cumuler vingt-quatre années de prison!...

Sadik Premtaj était resté attaché à l'idéal communiste de sa jeunesse dont Enver Hoxha était le pire ennemi. Constatant la convergence fondamentale de son combat avec celui de Léon Trotsky, il avait rejoint la IV^e Internationale à la fin des années 40. Depuis 1963 il était membre de la Tendence marxiste-révolutionnaire internationale.

Sadik Premtaj, opposant radical à l'état bureaucratique du régime d'Enver Hoxha, se réclamait d'un socialisme authentique, démocratique, fondé sur l'autogestion sociale généralisée C'est à ce titre qu'il a fait par venir différents textes, articles, lettres, programmes, à l'intérieur de l'Albanie et qu'il a contribué à la lutte de l'opposition.

Sadik Premtaj meurt alors qu'un processus démocratique s'ouvre en Albanie. Son long combat trouve ainsi une première consécration. Nous ne doutons pas que la jeunesse albanaise, les travailleurs, les femmes... trouveront dans son exemple et ses idées une source d'inspiration.

Ses obsèques ont eu lieu le vendredi 12 avril 1991 au cimetière parisien de Saint Ouen, devant sa famille et un groupe d'amis proches, de camarades et d'immigrés albanais. Notre camarade Gilbert Marquis prononça une courte allocution au nom de l'AMRI.

Paris le 8 avril 1991 (Sous le Drapeau du Socialisme n°118-119)

Maurice Najman (1948-1999)

Une figure de la « génération lycéenne » de 68

Maurice Najman est mort le 4 février. Fondateur des comités d'action lycéen (CAL) en 1967, il fut longtemps l'un des représentants du courant « pabliste ». Ses amis et compagnons d'armes, Bernard Schalsha et Gérard Gryzbeck, rendent ici hommage à la richesse de sa personnalité.

Nous venons de perdre Maurice Najman. "Nous", ce sont des centaines et des centaines de camarades, de copains, de confrères, relations lointaines ou amis intimes, personnalités connues ou illustres anonymes. " Nous", ce sont les multiples réseaux qu'il avait tout naturellement tissés au gré de ses vies multiples - menées le plus souvent de front - déroutant parfois les uns, enthousiasmant beaucoup d'autres, suscitant une irrépressible sympathie chez (presque) tous. "Nous", ce sont peut-être surtout celles et ceux qui aimaient le révolutionnaire qu'il était resté, véritable "animal politique" à l'esprit toujours en éveil, avide de saisir le nouveau, scrutant le monde à la recherche des indices à même de justifier l'optimisme d'une volonté qu'aucun pessimisme de l'intelligence n'avait détruit.

Maurice est mort à Paris le 4 février, des suites d'une hépatite C contre laquelle il a lutté avec élégance, dissimulant sa lucidité pour tenter de protéger ses proches. Il était né à Paris le 7 décembre 1948, dans une famille juive d'origine polonaise. Son père, décédé à l'aube des années 1970, avait longtemps milité au Parti communiste. Sa mère, tous les copains la connaissaient sans même l'avoir rencontrée: Maurice régalaît régulièrement ses auditoires en imitant le savoureux accent yiddish de cette rescapée d'Auschwitz, à laquelle son fils cadet Charlie avait consacré un film bouleversant, *la Mémoire est-elle soluble dans l'eau?*, documentaire-fiction dans lequel les deux frères Najman apparaissent. Dans l'appartement familial de la rue d'Hauteville vécut également leur grand-mère maternelle, elle aussi rescapée des camps d'extermination nazis, qui veillait toujours à ce que Maurice ait bien noué son cachenez avant de partir manifester, lui marmonnant d'ultimes recommandations en yiddish. Maurice était l'un des rares de sa génération à parler cette langue assassinée. Personne n'ignorait qu'il était juif, tout le monde savait qu'il était totalement athée. Et antisioniste.

Dès 1964, il milite aux Jeunesses communistes. Mais la crise qui frappe alors l'Union des étudiants communistes va rapidement se propager dans les JC. Maurice devient alors l'un des animateurs de l'opposition lycéenne au sein de cette organisation, lui reprochant notamment de se contenter d'activités de "patronage". Mais la rupture définitive avec la ligne du PCF se cristallisera essentiellement sur le refus du mot d'ordre de " Paix au Vietnam", considéré comme "pacifiste petit-bourgeois ". Plusieurs cercles JC seront amenés à rompre et, au premier chef, celui du lycée Jacques Decour où Maurice est élève. En septembre 1966, il crée, toujours à Decour, le premier comité Viêt-nam lycéen qui proclame "FNL vaincra". Plusieurs autres comités se forment sur les décombres des cercles des JC. Ils s'affilient aux Comités Vietnam National, à la direction duquel Maurice représente les établissements secondaires.

A la même époque, il est en contact avec la Tendence marxiste révolutionnaire de la IVe Internationale. Les militants regroupés autour de Michel Pabio estiment que, dans les pays industrialisés, les conditions sont mûres pour une activité révolutionnaire de masse dans la jeunesse, et plus particulièrement la jeunesse scolarisée. D'où l'idée de créer un type de structure militante nouvelle, destinée à mobiliser les lycéens sur la base de leurs intérêts spécifiques. La polémique fait alors rage avec les autres groupes d'extrême gauche. Les militants de la JCR sont tout particulièrement hostiles à cette orientation. A la rentrée de 1967, le premier Comité d'action lycéen est créé sans eux, une nouvelle fois autour de Maurice Najman au lycée Jacques Decour. Pour commencer, les CAL signalent leur existence par une grève, aux côtés des étudiants, contre la réforme Fouchet, puis par une manifestation déterminée pour la réintégration de Romain Goupil qui s'était fait

exclure de Condorcet. Dans les bahuts, on se battait contre les "lycées-casernes", pour le droit de porter les cheveux longs et de s'habiller comme on en avait envie.

Rendons justice à la JCR qui, voyant le succès remporté par les CAL, s'y intègre. Le reste de leur histoire est connu: en mai 1968 il y en a un dans quasiment chaque lycée en grève. Maurice en sera le leader national, auquel la JCR opposera Michel Recanati. Il estimait que cette période avait été la plus importante de sa vie militante. "Avec les CAL, on était passé de la propagande à une véritable action politique. Ensuite, on est retombé presque exclusivement dans la propagande", jugeait-il récemment. En juin 1969, Maurice est de ceux qui constituent l'Alliance marxiste révolutionnaire (AMR), aux côtés des "pablistes historiques" et de toute une frange de militants issus des luttes lycéennes.

De cette "génération lycéenne" (par opposition à la "génération étudiante" issue de la crise de l'UEC, Maurice était incontestablement le plus brillant. Redoutable orateur, esprit subtil, doté d'un humour ravageur, il était débarrassé des fantasmes autoritaro-léninistes qui sévissaient (et sévissent encore) dans nombre de groupes se réclamant du trotskysme. Il revendiquait sa culture "rock" (pour aller vite) en laquelle il ne voyait pas de contradiction avec son engagement de militant marxiste. Il considérait d'ailleurs que le programme révolutionnaire devait être en mesure d'intégrer les aspirations à vivre autrement telles qu'elles surgissaient dans la jeunesse. Il jugeait ainsi qu'une organisation révolutionnaire devait se prononcer pour la dépénalisation de la consommation de drogue.

Dans l'AMR, sous le nom de Bricart, il fut de ceux qui saisirent très vite l'importance du mouvement de libération des femmes (MLF), appuyant l'engagement des militantes dans un courant qui ne se plaçait pas nécessairement sur le terrain de la lutte des classes. Il pensait de la même façon qu'il fallait soutenir le Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR) qui ne se plaçait pourtant pas franchement dans la tradition du mouvement ouvrier... Maurice alimentait sa réflexion à des sources multiples, ne limitant pas ses fréquentations – livresques ou personnelles - à l'univers estampillé marxiste militant.

Avide de repérer du nouveau, il n'en oubliait pas pour autant l'ancien toujours à l'oeuvre, notamment dans le mouvement ouvrier. Ce qui le conduisit à toujours accorder une place majeure aux organisations traditionnelles et à défendre le front unique ouvrier. Tout en se préoccupant de trouver une articulation avec les "nouveaux mouvements sociaux". Soucieux de fournir un contenu concret à l'orientation autogestionnaire défendue de longue date par les "pablistes", il fut particulièrement attentif aux expériences menées au Chili pendant l'Unité populaire (il ramènera un livre, *Le Chili est proche*, du voyage qu'il y avait fait), ainsi qu'aux mobilisations déclenchées au Portugal pendant la Révolution des œillets. Signant Michel Nallard, il rendait régulièrement compte de ses réflexions militantes dans *Sous le drapeau du socialisme*, l'organe international du courant pabliste.

Loin de toute conception sectaire, il s'engagea à fond pour la fusion de l'AMR dans le Parti socialiste unifié (PSU), espérant qu'un tel regroupement déboucherait sur une formation susceptible de peser plus fortement sur la réalité sociale et politique. Ce fut un échec et, bien que restant en contact étroit avec Michel Pablo et d'autres responsables du courant international regroupé autour de ce dernier, l'ex-camarade Bricard se consacra dès lors principalement à ses activités de journaliste. Tout d'abord à Libération puis, comme pigiste, dans diverses publications. Il réalisa de nombreux reportages pour la télévision, se débrouillant généralement, comme il le faisait pour la presse écrite, pour faire coïncider les sujets traités avec l'intérêt politique que le révolutionnaire qu'il était resté y voyait. Ses interlocuteurs résistaient rarement à son charme, séduits par son intelligence, sa vivacité d'esprit, son incroyable énergie et les moments désopilants qu'il leur faisait passer. Il s'était ainsi lié au sous-commandant Marcos, aussi bien qu'à l'ancien maître-espion est-allemand Markus Wolf, sur lequel il avait publié un livre.

Aux copains qui trouvaient qu'il était devenu plus difficile de militer, il répondait, irrité: Il y a plein de choses à faire autour de nous, ne serait-ce qu'avec les sans-papiers ou les sans-logis ! Lui ne s'était bien évidemment pas résigné à ne faire que du journalisme. Il s'était engagé dans les réseaux de-

soutien aux zapatistes,¹ tout comme il avait participé à l'occupation de la rue du Dragon par le DAL et aux actions qui avaient suivi.

Bernard Schalscha, Gérard Grysbeck

Rouge n°1814 – 11 février 1999 /// Utopie Critique n°14 –2^{ème} trimestre 1999.

Mort de deux vétérans Simonne Minguet et Basile Karlinsky

1^{er} décembre 2005, 6 février 2006 : moins de deux mois sépare la disparition de deux vétérans du trotskysme, deux révolutionnaires d'une bien minime génération, et des moins nombreux encore qui ont vécu toute leur vie dans le désintéressement le plus généreux et dans notre lutte à l'issue fuyante.

Si leurs parcours ont été différents, ils se sont entrecroisés, depuis un début parallèle dans la Guerre mondiale pour se retrouver au bout de la route. Cinq ans d'écart d'âge entre eux, n'ayant d'importance que pour le point de départ. Simonne devint trotskyste dès 1942, Basile seulement à la fin des années quarante, ayant commencé par la Résistance, d'abord proche du PCF, puis dans ses rangs. La différence d'origine, qui explique cela, ne doit pas dissimuler des éléments communs de détermination des militants trotskyste de ce temps.

Si Simonne était fille de petits commerçants, son père avait été mécanicien des chemins de fer, puis contremaître chez Renault, et si elle eut une enfance et une jeunesse choyée, si elle put faire des études supérieures de lettres et devenir licenciée d'espagnol, sa filiation éclaire son éveil politique et sa révolte quand éclate le putsch militaire qui déclenche la guerre d'Espagne ; elle a sans doute aidé aussi sa capacité à s'investir en usine à la fin de la guerre. Mais d'abord, ce mélange d'origine sociale, de culture et de polarisation espagnole ne pouvait, dès l'été 1941, que déterminer son lien avec Lucien Brasiawski — Lubra — son lien avec l'étudiant juif rencontré aux Auberges de Jeunesse, mais déjà membre du Parti ouvrier internationaliste (POI). Il est arrêté peu après, est déporté, et mourra gazé à Auschwitz. Pour « venger son copain », Simonne cherche les trotskystes, trouve ceux du CCI, et devient la militante qu'elle ne cessera d'être.

Basile vient d'un tout autre horizon. Son père était un exilé russe, ex-officier blanc. Mais l'exil change toute vie, bouleverse les valeurs, trouble l'horizon. L'important pour le jeune homme sera l'origine russe qui l'oriente vers la révolution C'est pourquoi l'adolescent va nécessairement vers la Résistance, et bientôt vers celle qui semble la plus radicale, celle du « communisme ». Mais tension inverse de l'originel pour une intelligence vive et préparée à la lucidité : la révolution, qui semblait réhabilitée par son mythe lointain et la guerre héroïque, n'est acceptable que selon des exigences qui se révèlent incompatibles avec les pratiques stalinienne. L'après guerre décille les yeux. Dès que le trotskysme apparaît, c'est en lui que le jeune homme voit à la fois la vraie Russie et la vraie révolution. Il devient trotskyste.

L'avance des cinq ans de Simonne fait d'elle en peu de temps, de par son intelligence, son courage, sa culture, une militante qui s'impose comme indispensable, non seulement comme activiste, mais comme rédactrice des publications du groupe. Elle sera, en février 1944, du secrétariat technique du congrès d'unification du POI, du CCI et du groupe Octobre dans le Parti Communiste Internationaliste (PCI). Selon les directives d'investissement dans les grandes entreprises industrielles, en vue de préparer une Libération qui soit sociale et politique, elle se fait embaucher dans l'usine métallurgique Caudron. L'histoire qu'elle a faite de cette expérience dans son livre Mes années Caudron (Editions Syllepse), éclaire ce que fut tout un moment d'histoire au travers d'une expérience militante exemplaire. La maîtrise qu'elle a manifestée alors l'a portée, après la Libération,

¹Le Sous-comandant Marcos lors de sa rencontre dans la forêt Lacandone lui demanda de revenir parler avec lui plus longuement, quelques jours après le départ de toutes les délégations, « *j'ai l'impression que nous sommes en phase... que nous avons des choses à nous dire* ». De cette rencontre, Maurice Najman rapportera un long article qui fut publié dans *le Monde Diplomatique*.

à la direction du secteur d'entreprise de la Région parisienne du PCI, et à devenir membre du Comité régional parisien, enfin du Comité central. La fin de Caudron fera d'elle un temps une permanente. Elle a alors, en 1950, participé à l'organisation des brigades en Yougoslavie, et a été membre de l'une d'entre elles.

Pendant ces années, Basile était un militant de base. La grande crise de l'Internationale, puis la scission de 1952 séparèrent les militants du PCI selon des choix politiques qui ne furent pas toujours maîtrisés, et selon des compréhensions divergentes, aussi bien de l'analyse du présent que de perspectives inconciliables; sans compter le poids, souvent déterminant, des liens et des fidélités personnelles. Simonne et Basile se trouvèrent dans les tendances opposées : Simonne dans la minorité française, soutenue par la direction Internationale, qui allait devenir la section française officielle de l'Internationale, Basile dans la majorité du PCI.

Les deux organisations gardèrent leur même nom de PCI. Dans l'officiel, Simonne devint membre du Bureau politique, puis membre du Comité exécutif de la IVe Internationale dès le IVe Congrès mondial (qui ne put se tenir que grâce au don qu'elle fit, pour son organisation, du produit de la vente d'un appartement qu'elle avait hérité de ses parents). Elle fut déléguée à tous les congrès suivants. Elle tenta d'abord une réinsertion dans l'industrie en entrant chez Renault, mais cette fois comme secrétaire traductrice. Elle fut licenciée assez vite pour transmission de documents confidentiels sur les fabrications militaires. À partir de ce moment, le travail anticolonialiste fut son investissement essentiel, d'abord contre la guerre du Vietnam, puis, dès l'insurrection de 1954, contre celle d'Algérie, d'où son arrestation, avec Pierre Frank et deux autres camarades, en 1956. Faute de preuves ils obtinrent vite un non-lieu, la répression n'ayant pas encore atteint son niveau maximum.

En couverture de son activité principale, elle entra au PSU, où elle retrouva le groupe des militants du PCI majoritaire, exclus en 1955 par Lambert, et s'intégra à la tendance socialiste révolutionnaire créée par eux. C'est elle qui saisit l'occasion de cette collaboration pour faire ensemble le point de ce qu'étaient devenues les divergences de sept ans auparavant. Au terme de longs débats, on convint de mettre entre parenthèses ce qui restait de divergences, au vu de l'accord profond sur ce qui était alors l'essentiel, à savoir la guerre d'Algérie ; et la plupart des militants trotskystes, anciens et nouveaux de la tendance socialiste-révolutionnaire rentrèrent dans l'Internationale en une mini-réunification, en 1961.

Basile Karlinsky était de ceux-là. Dans la PCI majoritaire, il avait été membre de la rédaction de La Vérité, où sa parfaite connaissance de la langue russe avait fait de lui un des meilleurs spécialistes de l'URSS. Décortiquant minutieusement et lisant entre les lignes la presse stalinienne, il avait pu réaliser, avec la collaboration de Marcel Bleibtreu, le directeur du journal, les meilleures analyses de ces années qui précèdent et suivent la mort de Staline, en déchiffrant des obscurités qui ne furent vérifiées que beaucoup plus tard.

Il fut naturellement de la tendance anti-lambertiste, dite Bleibtreu-Lequenne, et de ceux qui sortirent avec les dirigeants de cette tendance quand ils furent exclus, puis, successivement, du Groupe bolchevik-léniniste, de la rédaction de Tribune marxiste, de l'UGS puis du PSU.

Revenu au PCI, il n'y retrouva probablement pas immédiatement Simonne, partie rejoindre Livio Maitan à Rome, pour travailler au secrétariat international de la IVe, alors que Michel Raptis (Pablo) avait été arrêté avec Sal Santen aux Pays-Bas. Mais il la retrouva en Algérie où Simonne s'était rendue dès l'indépendance, et où il la suivit comme coopérant, mais avec le même but d'aider l'orientation socialiste de l'Algérie nouvelle. Cette perspective semblait alors réaliste. Les courants gauches du FLN, dont celui de Ben Bella, tentaient de s'inspirer de l'exemple cubain. Che Guevara vint à Alger, où Simonne, qui travaillait dans les organes d'information et de propagande, l'interviewa. L'expérience de gestion socialiste des « biens vacants » semblait aussi prometteuse. Simonne y participa activement, et réalisa de nombreux reportages sur les entreprises et domaines autogérés, en tant que journaliste-reporter à Algérie Presse Service (APS). À nouveau les trotskystes étaient divisés sur les rapports plus ou moins critiques à l'égard du gouvernement algérien. Basile passa à la tendance de Pablo.

Le Thermidor-Brumaire de Boumediene, en 1965, coupa cours à cette divergence par l'arrestation (accompagnée de tortures pour certains) des trotskystes, premiers et radicaux soutiens de la

révolution algérienne, devenus « pieds-rouges ». Simonne faisait partie des arrêtés, qui furent emprisonnés pendant plusieurs semaines avant leur expulsion. Basile ne fut pas pris, mais rentra en France dans le même temps. C'en était fini de la voie socialiste.

Pour Simonne comme pour Basile était venu le temps de la reconversion, professionnelle comme politique. Pour elle, qui devint interprète professionnelle, tout en reprenant des études à cinquante ans, le champ d'activité se partagea entre élaboration d'une politique autogestionnaire et la lutte pour la libération des femmes, au sein de l'AMR (Alliance Marxiste Révolutionnaire) et de la TMRI (Tendance marxiste révolutionnaire internationale), courant de Pablo après sa rupture avec l'Internationale. 1968, puis le mouvement des femmes, à partir de 1969, fut pour elle un merveilleux printemps... tardif. Basile, lui, allait peu après devenir politiquement un électron libre, bientôt le défenseur passionné et le porte-parole des dissidents soviétiques, qui le reconnaîtront comme l'un d'entre eux. En 1974, il entra à Libération, et en devint le soviétologue². Il en sortit en 1995.

Enfin vint le temps de la cicatrisation des douloureuses blessures politiques. Simonne fut des anciens de l'AMR qui revinrent dans l'Internationale, à la suite d'un accord initié par Pablo et Mandel. Sans y revenir, Basile fut du petit groupe des anciens dont l'activité poursuivie (pour lui à ATTAC), fut à la fois proche et critique de la LCR. On ne peut que regretter qu'il n'ait pas donné forme de livre à ses travaux de soviétologie marxiste, en particulier sur l'armée, passée de rouge à soviétique, puis russe.

L'une et l'autre ont fini leurs jours dans la maladie et de pénibles souffrances. Et pourtant sans « lâcher la rampe ». Simonne participait aux universités d'été de la LCR jusqu'à celle où tes forces lui manquèrent pour l'intervention qu'elle voulait y faire. Basile écrivait encore! quelques semaines avant de mourir. Elle comme lui étaient des êtres d'élite, dont les intérêts! allaient bien au-delà de la politique. Tous deux aimaient la vie, la littérature, les arts, les êtres :.les êtres surtout, comme tous les vrais révolutionnaires, pour qui l'humanité est la suprême valeur.

Michel Lequenne

Critique Communiste n°179 – mars 2006 -

Simone Minguet

Simone Minguet s'est éteinte jeudi 1er décembre, après de longues années d'une maladie contre laquelle elle se battait courageusement. Elle était une des survivantes des recrues de la Deuxième Guerre mondiale, et n'a elle jamais quitté le front du trotskysme. Étudiante à la Sorbonne, licenciée d'espagnol, c'est l'arrestation du jeune trotskyste Lubra (Lucien Braslawski), suivi de sa déportation à Auschwitz où il fut des premiers exterminés, qui décida son propre engagement « pour le venger », en mai 1942. Elle devint militante du Comité communiste internationaliste (CCI). Dans son livre « *Mes années Caudron* » (éditions Syllepse), elle a raconté brièvement ce que fut son activité clandestine jusqu'à la fin de l'occupation.

Après l'unification des organisations trotskystes françaises dans le Parti communiste internationaliste, en février 1944, la décision fut prise d'investir un maximum de militants dans les grandes entreprises, en vue de la perspective révolutionnaire espérée. Simone entra dans l'usine Caudron, et le récit qu'elle a fait de son expérience dans son livre va beaucoup plus loin que n'en dit le titre, mais couvre l'analyse de toute cette période. Cependant, elle a laissé dans l'ombre le fait qu'elle faisait alors partie de la direction régionale parisienne de notre parti, ce qui n'était pas non plus une petite affaire, dans le chaos et les combats de ces années. À la fin de 1947, elle devint membre du comité central, première étape d'un parcours de direction jusqu'au comité exécutif international.

L'usine Caudron fermée, sa vie de militante ouvrière trotskyste devint très difficile. Sa fin coïncida presque avec le début de la guerre d'Algérie, où elle va plonger pour dix ans, de Paris à Rome et Alger, fidèle du courant de Pablo, avec son solide et inséparable compagnon Pierre Avot-Meyers, qui

²Il livre aussi régulièrement ses analyses à la revue de la TMRI : Sous le Drapeau du Socialisme.

la complétait si bien par ses qualités. Elle fit notamment partie des premiers emprisonnés pour faits d'aide au FLN, avec Pierre Frank, en 1956.

Le coup d'État de Boumediene sonna la fin des espoirs mis en avant par la Révolution algérienne comme étape vers un socialisme guévariste. Simone, devenue interprète de conférence (ce qui lui servit aussi dans nos propres assemblées internationales), partagea alors ses efforts militants entre les luttes anti-coloniales et les féministes.

Elle avait encore toute son énergie lors du retour à l'Internationale de sa tendance, la TMRI, et lorsque les maux qui allaient l'abattre lui laissaient du répit, elle reprenait sa place sur notre front. Il n'y a pas longtemps encore, elle participait aux universités d'été de la LCR. Mais à la dernière où elle vint, ses forces lui manquèrent, et son déclin la démoralisait, car elle vivait pour la lutte révolutionnaire. Elle n'en était pas moins un être de vie, de joie, de curiosités, de passions culturelles. On ne pouvait la connaître sans l'aimer. Je dois dire pour ma part que les divergences politiques entre nous n'ont jamais altéré notre amitié, et qu'à chaque fois que nous nous sommes retrouvés, cela s'est fait dans le bonheur.

Michel Lequenne (Rouge n°2137 – 8 décembre 2005)

Simone Minguet (1920-2005)

Simone Minguet nous a quittés le 1er décembre, à l'âge de 85 ans. Depuis ses jeunes années elle aura mené une vie militante exemplaire.

Éveillée à la politique par la révolution espagnole, elle entre en contact avec les trotskistes au début de la guerre et rejoindra en 1942 le Comité Communiste Internationaliste (CCI) qui diffuse clandestinement sa presse.

Deux ans plus tard elle est orientée en usine et est embauchée à Issy-les-Moulineaux à l'usine d'aviation Caudron-Renault : c'est « la première femme ajusteur de France ». Un jour, elle se promène à Billancourt avec un ami du PCF et ils croisent un groupe assez pitoyable de prisonniers allemands. Son camarade laisse tomber : « Tu vois, c'est ici qu'il faudrait lever le poing et chanter l'Internationale ! » A l'époque l'Humanité titrait « A chacun son Boche ! » Cela la bouleversa et l'incita à obtenir de son organisation trotskiste l'autorisation d'adhérer au PCF pour être mieux entendue des nombreux militants de ce type. Elle devait y rester jusqu'en 1946 où elle fut exclue pour « hitléro-trotskisme ». En effet, elle n'avait pas chômé dans son usine : création de comités ouvriers par atelier puis d'un comité central avec des délégués de toutes les usines Caudron-Renault (6 000 travailleurs). Il s'agissait bien d'un début d'expérience autogestionnaire, la première en France, qu'elle raconte de façon passionnante dans « *Mes années Caudron . Une usine autogérée à la Libération* ».

Tout en militant activement « à la base », elle va occuper des postes de responsabilité dans le Parti Communiste Internationaliste (PCI) qui s'était formé en 1944 par la fusion de 3 organisations trotskistes : au Comité central puis, après la scission de 1952 entre « pablistes » et « lambertistes » au Bureau politique et même au Comité exécutif de la IVe Internationale.

Le travail qui l'occupera le plus à cette époque est la lutte anti-coloniale : contre la guerre d'Indochine d'abord, puis contre celle d'Algérie à partir de 1954. Avec son fidèle compagnon, Pierre Avot-Meyers, elle participe très activement à l'aide concrète au FLN algérien et sera arrêtée au printemps 1956 ainsi que le dirigeant du PCI Pierre Frank. Devant l'avalanche de protestations leur procès n'aura pas lieu.

Après l'indépendance de l'Algérie en 1962 elle rejoint le groupe des trotskistes qui cherchent à y promouvoir une orientation socialiste, notamment par le développement de l'autogestion. Elle sera reporter à l'APS (Algérie Presse Service). Arrêtée en 1965 avec un groupe de camarades, après le coup d'État de Boumedienne qui mettra fin à l'expérience autogestionnaire, elle restera emprisonnée plusieurs semaines puis expulsée en France. Elle reprend ses études et devient interprète de conférence.

Elle fait alors partie de la Tendance marxiste-révolutionnaire internationale (TMRI) de Pablo, représentée en France par l'Alliance Marxiste Révolutionnaire, qui s'est séparée en 1964 de la IVe

Internationale. Cela ne l'empêchera pas de garder de bonnes relations avec la LCR et de participer à son Université d'été. En décembre 2002 les lecteurs de Rouge découvriront sa signature et celle de son compagnon au bas d'une lettre de douze militants, ex-pablistes, expliquant pourquoi ils rejoignaient la LCR qui « a su se dégager d'une partie des dogmes archaïques qu'elle a longtemps véhiculés » et qui « a ainsi adopté un fonctionnement interne où la démocratie semble l'emporter sur le centralisme ».

Après ce rappel des principales activités militantes de Simone, il convient de souligner sa disponibilité et sa discrétion, toujours prête à accomplir les tâches modestes que l'on demandait aux femmes à cette époque (taper à la machine, tourner la ronéo, traduire, etc.)... Elle était par ailleurs passionnée par le combat féministe et fut une des rares femmes cadres de l'organisation (et même la seule membre du Bureau Politique...). Sa maîtrise des langues (et notamment de l'espagnol) aura apporté une grande aide lors des conférences internationales et des congrès mondiaux. Les camarades d'Amérique latine notamment doivent bien s'en souvenir. Pour tous ceux qui l'ont connue, son départ est très douloureusement ressenti.

Jean-Michel Krivine

1. Simonne Minguet, Mes années Caudron « Une usine autogérée à la Libération, éd. Syllepse, Paris 1997,

Alexandre HERVE dit Alex (1954 2006)

KENAVO ALEX

Alex, notre ami et notre camarade, nous a quitté à 52 ans après un long et courageux combat de 18 mois (alors qu'on lui en donnait que 6) contre l'un des cancers le plus incurable et le plus handicapant.

A l'appel de l'Union syndicale Solidaires, du SPASMET Solidaires (syndicat de la météo), de la FGTE-CFDT, d'ATTAC, d'ISA et de la fondation Copernic, de nombreux militants, entourant sa compagne Pascale et sa famille, lui ont rendu hommage le 26 avril dernier au crématorium du Père Lachaise.

Claude DEBOND ancien secrétaire national de la FGTE-CFDT a rendu au cadre syndicaliste altermondialiste un long hommage en grande partie publié dans le journal des Alternatifs « Rouge et vert » n°240 du 12 mai 2006.

Avant de rappeler le parcours de notre ami et camarade, laissons-lui la parole :

*« De mon engagement à la Jeunesse Etudiante Chrétienne en 1971, aux combats solidaires à la grève du Joint Français à St Briec ou encore à celle de Lip, de ma participation à la lutte contre l'extension du camp militaire du Larzac (1972) à celle de la jeunesse (loi Debré 73, Deug 73), tout me poussait à adhérer à la Cfdt, au coeur de toutes ces luttes. Ce que j'ai fait en 1975, au lendemain de mon embauche à la Météorologie Nationale, en toute fierté et en toute conviction. Militant des comités de soldat, pour le syndicalisme aux armées, militant antinucléaire, militant « régional », pour vivre et travailler au pays, pour un autre avenir pour la Bretagne... J'ai poursuivi mon action dans une certaine continuité : la conviction qu'il était possible, en respectant les valeurs humanistes, par des pratiques démocratiques, de construire collectivement un avenir émancipateur et transformateur de la société : le socialisme autogestionnaire étant pour moi au cœur **et au débouché de ce projet.***

C'est sur cette base que j'ai été élu au Bureau National de la CFDT Météo en 1980, puis désigné au Conseil UFA, au titre de mon syndicat, il y a de cela trop longtemps, 23 années. Elu au Bureau UFA en 1987, j'en en aurais été le trésorier de 1988 à 1992 et le Secrétaire général de 1993 à début 2003 où, ironie de l'histoire, j'ai décidé de passer la main pour me consacrer entièrement à mon mandat à la FGTE. J'ai tout de même accepté d'assumer encore quelque temps un mandat de trésorier et un mandat international à ETFŠ. » (Extrait de sa lettre au Bureau de l'Union Fédérale Aériens FGTE CFDT, en octobre 2003)

Le terrain syndical a procuré à Alex ses plus grandes joies militantes. Adhérent de la CFDT à compter de son entrée à l'école de la météo en 1975, il a été élu au bureau national de son syndicat en 1980 et a pris les premières responsabilités dans sa branche, l'aérien, en 1987. Dès ce milieu des années 1980, anticipant un développement du transport aérien qui allait faire appel à la déréglementation et aux petites compagnies, l'équipe militante à laquelle il contribuait se préoccupait de mobiliser une partie des forces syndicales d'Air Inter et d'Air France pour organiser les salariés des compagnies régionales et des compagnies sous-traitantes. Promoteur de cette orientation volontariste, Alex s'est ainsi trouvé acteur dans tous les conflits et négociations majeurs de Roissy et d'Orly de la dernière période. Son mandat de secrétaire général de l'union fédérale aérien de la CFDT a d'ailleurs commencé avec la grande grève d'Air France de 1993 ; il s'est achevé avec la riposte au dernier plan social d'Air Liberté en 2003 ; entre les deux, de très nombreuses batailles, de la mise en œuvre des 35 heures aux luttes contre les mesures de fermeture des frontières avec l'ANAFE, l'association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers.

Parmi les mobilisations collectives qu'il aimait le plus raconter, il y a la grève dure de la météo sous le gouvernement Rocard. L'enjeu immédiat d'alors : la revalorisation des carrières et l'emploi, un objectif de 500 embauches pour les grévistes. Aujourd'hui encore, l'empreinte de ce conflit marque les relations sociales et l'état des rapports de forces dans cette entreprise publique. Mais le motif de fierté d'Alex dépassait les résultats très substantiels arrachés alors pour porter sur les formes de leur lutte. Tous les moyens électroniques de transmission et de téléconférence très développés dans cette entreprise ont été mis au service de la consultation la plus large des salariés à chaque étape du conflit et de la négociation en février et en juin 1989. Bien des années après, Alex accordait la plus grande importance à la pratique autogestionnaire que leurs collectifs militants avaient su construire au cours de ces six semaines de grève. Très proches du renouveau des formes démocratiques portées par les coordinations de l'hiver 1986 et des années qui ont suivi, ces semaines de mobilisation réussies avaient arrimé le syndicat CFDT de la météo à contre-courant des orientations Maire et Notat.

Alex a été le représentant de la FGTE-CFDT au conseil d'administration d'ATTAC jusqu'à la rupture de cette organisation avec la confédération compte tenu de son soutien à la réforme des de Fillon-Raffarin en 2003.

Dans le cadre de la fondation Copernic, il a pris part aux élaborations sur les retraites qui se sont concrétisées en 1999 par un ouvrage « Les retraites au péril du libéralisme » aux éditions Syllepses.

Il nous appartient aussi de retracer le parcours d'Alex en tant militant politique autogestionnaire.

Alex était aussi un militant politique du courant autogestionnaire et de sa composante « pabliste ».

Issus des étudiants PSU brestois, Jacky MOUDENC et Alex, syndicalistes à la météo sur Rennes, ont joué un rôle primordial dans l'expression et la structuration en 1976 de la tendance B du PSU. Puis, en mai 1977 avec un étudiant de la TB du PSU (Jean-Pierre Hardy), un sympathisant de cette TB étudiante du PSU, syndicaliste du Mouvement d'action et de recherche critique –MARC- (Eugène Bégoc) et un militant issu du groupe de travail « Carrefour » de la LCR en stage à l'IUT « carrières sociales » de Rennes (Alain Bellet), à la création des Comités communistes pour l'autogestion en Bretagne et à Rennes en particulier.

A cette même époque, Alex était aussi un syndicaliste « sous les drapeaux » créant un comité de soldat avec le soutien d'Information pour les Droits du Soldats (IDS) qu'il anima par la suite sur Rennes et la Bretagne: campagnes sur le terrain des accidents à l'armée, la libération des militants « sous les drapeaux » emprisonnés, notamment en 1979 son camarade Jean-Pierre Hardy membre comme lui des CCA et d'IDS Rennes, et pour la reconnaissance du droit syndical dans les armées...

Alex porta les couleurs des CCA aux élections législatives de 1978 et 1981.

Il participe aux collectifs bretons anti-marée noire et antinucléaires.

Il fait partie de ceux qui ripostent aux tentatives de criminalisation de militants bretons. Sous le pseudonyme de JOB AR GOE, il alimenta Commune, le Journal des CCA d'articles sur la question syndicale mais aussi sur les questions nationalitaires. Il fut donc de ceux qui aux CCA défendirent l'articulation des luttes nationalitaires dans la France hexagonale avec celles des « Ces îles que l'ont dit française » (Kanaky, Corse, Guadeloupe...)

Dans le cadre de la recherche d'une alternative politique crédible, Il fut l'un des animateurs sur Rennes d'Union dans les Luttés, de la FGA, de la campagne présidentielle de Pierre Juquin, de la convergence bretonne, des Rouges et Verts Rennais.

Lors du forum social européen de Saint Denis en novembre 2003, il fut, avec nous, l'un des organisateurs dans le cadre des ateliers pour l'autogestion du forum sur l'autogestion qui connut un bon succès.

Dans la phase la plus récente, sa force de persuasion fut mise au service de l'altermondialisme dans ATTAC. Avec toujours volonté de comprendre.

Du Larzac et LIP à Porto Alegre, Alex s'est impliqué dans beaucoup des moments d'utopie et d'initiatives qui ont compté dans les trois dernières décennies. C'est un militant qui alliait la rigueur dans l'exercice des responsabilités à une inlassable exigence de renouveau et de transformation que le cancer enlève aujourd'hui au courant autogestionnaire et altermondialiste.

(Ce texte collectif devait être publié dans « Rouge et Vert » le journal des Alternatifs)

Michel FIANT (Nanterre, 1928)

Ses parents se séparent six mois après sa naissance. Sa mère, employée dans un ministère, l'élève seule. Après l'école primaire, étudie dans un lycée agricole, puis dans une école d'industrie laitière, où il obtient en juillet 1947 sur un diplôme du niveau d'un brevet de technicien.

Fin 1947, part en Tunisie où il travaille dans un service agricole dépendant de l'administration du Protectorat. Participe activement à la fondation d'un syndicat dans cette entreprise, dont le personnel est tunisien en très grande majorité. Fait son service militaire dans ce pays. C'est en Tunisie qu'il s'engage politiquement en adhérant le 3 janvier 1949 à la IVe Internationale.

De retour en France en 1951, travaille pendant six mois aux Etablissements Lavalette à Saint-Ouen - plus tard repris par Bosch - comme ouvrier. Licencié en juin 1952 pour occupation d'usine pendant une grève. Après quelques emplois temporaires et une formation de fraiseur, est embauché le 1er mars 1953 aux Laboratoires Derveaux à Boulogne-Billancourt, ensuite muté à leur usine de Bezons fabriquant des radars et autres appareils électroniques.

Cofondateur d'une section syndicale CGT, en devient le secrétaire, puis sera élu délégué et secrétaire du comité d'entreprise. Licencié en juillet 1958 avec une grande partie du personnel après une grève de plusieurs semaines et la reprise de l'entreprise par une autre société.

Dans ces années, pratique l'entrisme au sein du Parti communiste français en application de la stratégie adoptée par la section française de la IVème Internationale, groupe Franck. En 1958, est élu au Bureau politique de ce groupe où il est notamment responsable du "travail jeunes". La section française de la IVe Internationale ayant opté lors de la guerre d'Algérie pour le soutien aux déserteurs plutôt qu'à un travail dans l'armée, il anime un groupe de jeunes militants de la IVe qui participe à "Jeune Résistance", le réseau Jeanson. Parallèlement, il contribue comme la plupart de ses camarades aux activités du réseau d'aide au FLN algérien mis en place par la IVe Internationale.

Devient membre du Comité international de la IVe et permanent de la section française. Avec la majorité du bureau politique de cette section prend parti pour Michel Raptis (Pablo) dans le conflit qui l'oppose aux autres dirigeants de la IVe Internationale - Pierre Franck, Livio Maïtan, Ernest Mandel- sur l'aide à la révolution coloniale et la caractérisation de la "Révolution culturelle" chinoise comme couverture d'une lutte « intra-bureaucratique ».

Exclu de la IVe Internationale avec la tendance "pabliste" en 1965, devient membre de la "Tendance marxiste révolutionnaire de la IVe Internationale" qui deviendra ensuite la TMRI.

Encore attentif aux luttes de la jeunesse, conseillera un petit groupe de lycéens qui, avec Maurice Najman - devenu alors membre de la TMR 4 - et certains animateurs de la JEC vont construire les premiers "Comités d'action lycéens" en janvier 1968. Participe en 1968 à la fondation de "l'Alliance marxiste révolutionnaire", groupe adhérent à la TMR 4. L'AMR décide en 1975 de se joindre au PSU, après le départ de Michel Rocard et de ses amis. Devient alors membre du Bureau national du PSU. En 1977 la nouvelle majorité du PSU adopte une stratégie d'alliance avec le PS et le PC, à peu près inconditionnelle. La gauche du PSU se retire et fonde, avec des militants provenant de la LCR, les Comités communistes pour l'autogestion. Il participe à cette petite organisation qui va retrouver en 1984, dans la "Fédération de la gauche alternative" des militants issus du PSU et de groupes d'extrême gauche. Ensemble ils participent aux Comités Juquin lors de la campagne présidentielle de 1988. Dans la foulée se constituera "l'Alternative rouge et verte" avec notamment le PSU - alors très affaibli - et certains refondateurs du PCF.

Préretraité en 1988, est membre de l'exécutif de l'AREV. Participe en 1995 au groupe animant la campagne de Dominique Voynet pour l'élection présidentielle et, à titre personnel, à l'exécutif de la "Convention pour une alternative progressiste", créée notamment par ADS, Refondations, la LCR et l'Alliance citoyenne.

In Pierre Turpin « les révolutionnaires dans la France social-démocrate – 1981-1995 », L'harmattan, 1997.

MICHEL FIANT 1928 – 2007 (Rouge et vert n°263 du 1 9/10/2007)

Engagé très jeune au sein du mouvement trotskiste, en faveur du combat pour l'émancipation politique et sociale de la classe ouvrière, Michel y prend rapidement des responsabilités au niveau national et international.

Membre du comité exécutif de la IV^e Internationale, il y pointe l'importance des luttes anti-coloniales et anti-impérialistes qui se développent hors de la sphère centrale du capitalisme. Il met l'accent, avec Michel Raptis alias Pablo, sur la nouveauté de l'expérience autogestionnaire yougoslave, malgré ses limites que sont le maintien de la primauté du parti unique et l'absence de démocratie au sommet.

Déjà, en décalage avec la tradition du mouvement trotskiste, il est plus attentif au mouvement réel des masses qu'à une lecture littéraliste des luttes de classe. Il est l'un des militants trotskistes qui s'engagent de manière concrète dans le soutien actif à l'émancipation du peuple algérien. "Porteur de valises" avec, en particulier, Henri Benoits et Gilbert Marquis, il tiendra un temps avec les mêmes une étrange épicerie, au profit du FLN. L'épisode, cocasse, est relaté par Hamon et Rotman dans leur livre consacré aux "Porteurs de valises".

Il participe à la création de la Tendance Marxiste Révolutionnaire au sein de la IV^e Internationale, avant d'être exclu de cette dernière, en même temps que ses camarades de la TMR IV^e; en 1964.

Leur désaccord porte à la fois sur la révolution algérienne et sur le "socialisme" en Chine, Michel et les "pablistes" défendant la dynamique autogestionnaire de la première et refusant la dictature bureaucratique et autoritaire de la seconde.

Il est l'un des fondateurs en 1969, puis l'un des dirigeants, avec en particulier Gilbert Marquis et Maurice Najman, de l'Alliance Marxiste Révolutionnaire (AMR) qui rassemble en France les militant-e-s issus de la TMR de la IV^e Internationale.

A la différence des autres organisations d'extrême gauche issues de la matrice trotskiste ou maoïste et attachées à la conception léniniste du parti dirigeant, l'AMR ne se conçoit pas comme le noyau du futur parti révolutionnaire, mais comme l'une de ses composantes. C'est à la fois cette caractéristique, profondément originale dans l'extrême gauche, et le souci tenace de se lier au "mouvement réel des masses" qui conduira logiquement l'AMR en France et la TMR IV^e à l'échelle internationale à rompre en 1972 avec les références au trotskisme et à la IV^e Internationale, en créant la Tendance Marxiste Révolutionnaire Internationale (TMRI).

Michel joue un rôle important pour que se substituent à ces références, considérées comme caduques, celles d'un marxisme révolutionnaire vivant, dont l'élément central devient l'autogestion, comme pratique politico-sociale immédiate et contenu du socialisme de demain. C'est donc tout aussi logiquement qu'en France l'AMR se rapproche du PSU et rejoint en 1973 le Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste (CLAS) animé alors par le PSU, le courant Objectif socialiste et les dissidents du PCF regroupés dans les Centres d'Initiative Communiste (CIC). Un an plus tard, l'AMR est, à l'extrême gauche, l'organisation la plus en pointe pour la défense de la candidature présidentielle unitaire de Charles Piaget, torpillée conjointement par LO...et le PSU dirigé par Michel Rocard. Dans ces batailles contre le sectarisme et l'opportunisme, pour le développement de conceptions autogestionnaires au sein du mouvement ouvrier et l'essor des "nouveaux mouvements sociaux", à commencer par les plus emblématiques d'entre eux à ses yeux : le mouvement écologiste et le mouvement féministe, Michel jouera un rôle majeur.

En 1975, les rocardiens ayant quitté le PSU, l'AMR prend la décision de s'auto-dissoudre et d'adhérer collectivement au PSU. Contrairement à une légende tenace à l'extrême gauche...et au PSU, il ne s'agit pas d'un projet "entriste" visant à faire "un coup" pour ressortir du PSU avec des effectifs plus nombreux, mais bien d'une réelle volonté de s'intégrer à une formation politique plus large, pour la construire avec d'autres, dans l'optique de son dépassement et la perspective d'une nouvelle force politique révolutionnaire et autogestionnaire de masse.

Au sein du PSU, les militant-e-s de l'ex-AMR se lieront rapidement avec la gauche de ce parti, alors représentée au niveau national par Maguy Guillien et Yvan Craipeau. Rapprochement avec la gauche traditionnelle et le "programme commun", ou avec l'extrême gauche non dogmatique (LCR, OCT) et les écologistes ? Ce vif débat traverse alors le PSU, où Michel est membre du Bureau National et l'un des responsables du secteur "Ecologie et Cadre de Vie", au moment de la montée des mobilisations anti-nucléaires et la contestation écologique, et bien avant la création des Verts. Il y défend la nécessité de l'indépendance politique vis à vis des vieux appareils, le maintien du PSU réorienté à gauche et clairement autogestionnaire, son dépassement progressif dans une force plus large avec l'extrême gauche non dogmatique et les écologistes, et une politique de front unique visant à rassembler la "classe" et ses organisations – y compris les partis de la gauche classique et réformiste- pour faire face aux attaques d'un capitalisme en crise et non pour "plumer la volaille", à l'image de la tradition trotskiste.

Constituée en tendance pour faire face aux partisans de l'Union de la Gauche et jugeant rapidement la situation irredressable, la gauche du PSU va, dans sa majorité, quitter le PSU quelques mois après le congrès de Strasbourg en 1977. Répétons-le : le scénario n'était pas écrit d'avance.

Quelques mois plus tard, Michel devient l'un des dirigeants des Comités Communistes pour l'Autogestion (CCA) fondés après la sortie du PSU, avec l'apport de dissidents de la LCR.

Au sein des CCA, il est soucieux de la formation des militants, soucieux qu'ils et elles s'approprient une histoire vivante et critique du mouvement ouvrier, soucieux de leur transmettre les armes nécessaires, parfois en puisant hors de la tradition marxiste, pour comprendre et combattre le capitalisme et toutes les formes de domination.

Ainsi, Michel joue un rôle moteur dans le lancement de la revue politico-théorique Mise à Jour, pari audacieux pour une si petite organisation, de taille comparable à l'ex-AMR. Il écrit lui-même sur la nature bureaucratique des "pays de l'est" et pousse certains d'entre nous -dont les auteurs de cet article- à mener un travail approfondi sur le système scolaire qui donnera lieu à la publication d'un numéro spécial. L'école capitaliste y est analysée à la fois comme une institution de reproduction sociale et un lieu de développement possible de pratiques autogestionnaires.

Avec Dominique Ghisoni, Michel nous incite, plus particulièrement Patrick Silbserstein, Eugène Bégoc, Cécile Hochet, Bernard Lecorre et nous-mêmes, à voir de plus près l'émergence dans le nationalisme corse d'éléments d'autodétermination, d'émancipation sociale et d'autogestion.

Tous deux voient juste, même si ces éléments seront ensevelis au moment de la mainmise violente des nationalistes de droite sur ce processus dès la fin des années 80. On les retrouve cependant en partie vingt ans plus tard dans certaines luttes animées par le Syndicat des Travailleurs Corses (STC), comme on l'a vu au moment de la mobilisation, il y a deux ans contre la privatisation de la SNCM. Le STC y avait défendu une orientation de défense des services publics liée à une problématique 'aménagement du territoire, dans l'unité d'action avec la CGT.

Depuis le début des années 80, Michel disait et écrivait que nous étions confrontés à une nouvelle phase de l'histoire du capitalisme. La fin annoncée du vieux mouvement ouvrier - dont le legs pratique et théorique est évidemment essentiel, ce que Michel rappelait sans cesse - appelait de nouvelles formes d'organisation en rupture avec la structure pyramidale et autoritaire, héritée non seulement du stalinisme, mais au-delà, comme nous le montre malheureusement aujourd'hui la LCR, de pans entiers des mouvements politiques se réclamant du socialisme révolutionnaire et/ou du trotskisme, mais aussi de nombreuses structures syndicales et associatives, même lorsqu'elles ne sont plus les courroies de transmission des "partis-dirigeants".

Curieux et passionné par les développements de la sociologie critique, bien au-delà de l'apport français (Edward Thompson, Perry Anderson) Michel nous a incités à repérer le neuf dans le vieux qui se décompose sans disparaître pour autant. C'est ainsi que nous nous sommes intéressés aux transformations sociales du processus de production. Du cœur du capitalisme qui s'automatise et s'immatérialise, naissait une nécessité de coopération entre les salariés qui fait obstacle à l'individualisation du rapport salarial voulu par les théoriciens patronaux du capitalisme libéral.

Michel nous a permis de comprendre que seules des transformations révolutionnaires maîtrisées par la majorité pouvaient permettre de dépasser le vieux monde en évitant les errements de l'ordre nouveau. L'autogestion comme moyen et comme culture et pas seulement comme fin est au cœur du nouveau projet d'émancipation. Nous avons pu nous approprier cette démarche; nous tentons de la mettre en oeuvre.

La vigilance de Michel sur les impasses du modèle léniniste, repris en partie de la matrice social-démocrate allemande théorisée par Kautsky, nous a été précieuse. Car au cœur de la nouvelle démarche d'émancipation sociale et politique doit figurer le dépassement radical de la figure tutélaire du chef, incarné par l'élite militante, y compris l'élite révolutionnaire qui, de l'extérieur du mouvement social, délivre le message qui contient les fins de l'action et le bréviaire pour y parvenir. Ce dépassement suppose que la forme parti s'horizontalise et que les militants et militantes politiques, un peu trop fier-e-s de leur professionnalité, cessent de se sentir en droit de donner la leçon aux acteurs du mouvement social.

Michel nous a montré la voie par son apport théorique mais aussi par son humilité. Il a continué à penser que l'apport du féminisme et de l'écologie était considérable pour l'élaboration d'un projet alternatif de société, un féminisme qu'il ne confondait pas avec la trajectoire de tel ou tel courant féministe, une écologie qu'il ne confondait ni avec le paradigme écologique ni avec le concept de décroissance qu'il trouvait absurdes l'un comme l'autre.

Il a su, très vite, percevoir les potentialités du mouvement altermondialiste, mouvement des mouvements, matrice des nouvelles organisations du combat anticapitaliste et anti-impérialiste et renouvellement profond du vieil internationalisme, qui restait dominé par les pays riches et sous-estimait les luttes des sociétés post-coloniales en Afrique, en Asie et en Amérique du sud.

Michel n'était pas de ceux ou celles qui substituent les mouvements sociaux au mouvement politique, allant parfois jusqu'à nier l'autonomie du politique. C'est pourquoi il n'identifiait pas mouvement altermondialiste et construction d'un mouvement politique autonome, véritable intellectuel collectif capable d'intégrer et de synthétiser les apports du mouvement ouvrier, ceux de l'altermondialisme, du féminisme et de l'écologie.

Michel était soucieux d'apprendre de ce mouvement altermondialiste. Il avait compris que l'engagement dans ce mouvement, et en particulier dans les Forums Sociaux, ne pouvait se limiter à l'engagement de structures organisées, par ailleurs indispensable, mais devait prendre la forme nouvelle d'engagements à titre individuel, la mieux à même d'élargir la "palette altermondialiste", de favoriser au maximum l'ouverture et de croiser de multiples expériences. Il nous avait confié l'impression désastreuse que lui avaient donné les "recommandations" de caporalisation des forums sociaux locaux faites voici quelques années par J.Nikonoff au nom d'ATTAC.

Dès le premier FSM, Michel a insisté, parfois même auprès de tout jeunes camarades très récemment membres des Alternatifs, sur la nécessité de s'y rendre, sur le caractère irremplaçable de leur participation personnelle au FSM, une expérience inoubliable qu'il avait lui-même évoquée, submergé par l'émotion et à la stupéfaction générale, dans une passionnante réunion publique organisée à Nice par les Alternatifs au retour du FSM de Porto-Alegre de 2002. Seule la fatigue physique l'avait empêché de faire le déplacement de Mumbai.

Passionné par le nouveau cours à gauche de l'Amérique Latine et les expériences autogestionnaires récentes à l'oeuvre dans ce continent, Michel nous invitait à réfléchir à la notion de "parti-mouvement" lié aux mouvements sociaux et aux mobilisations citoyennes, plus féconde que la conception du parti "à l'ancienne" auto-proclamé. C'est ce qu'il écrivait dans une contribution récente parue dans Rouge & Vert, à laquelle Jean-Louis Griveau a fait allusion dans son intervention à la tribune au nom des Alternatifs (table ronde sur la Gauche Alternative) à l'Université d'Été des Alternatifs, il y a quelques semaines, alors que Michel, sans que nous le sachions, vivait ses derniers jours.

Dans la perspective de l'élaboration d'un projet alternatif, Michel considérait comme essentiel de ne pas s'enfermer dans un cadre étroit et de travailler avec d'autres, venus de divers horizons politiques.

A travers l'expérience des Ateliers pour l'Autogestion, se construisait ce travail et il souhaitait que des communistes unitaires comme Pierre Zarka, des responsables du courant unitaire de la LCR comme Francis Sitel y prennent une part plus grande encore.

Michel aura travaillé à cette réflexion originale et exigeante jusque dans les derniers mois, tout en sachant prendre ses distances avec les errements de ceux dont il a partagé le combat politique pendant plus de vingt ans. En effet, Michel n'était pas tendre avec les derniers "pablistes", devenus dans certains cas nationaux-révolutionnaires durant la crise yougoslave, à l'échelle internationale, et se rapprochant du courant national-républicain en France. Il était plus indulgent pour ceux d'entre eux qui, en panne d'inspiration, étaient paresseusement retournés à la LCR voici quelques années, oubliant les acquis "pablistes" de l'autogestion et du "front unique" de la gauche.

Rouges et verts, féministes et autogestionnaires, les Alternatifs représentent aujourd'hui la continuité du PSU.

Après l'épisode de la Fédération de la Gauche Alternative (1986) dans laquelle se sont fondus les CCA et la fondation de l'AREV après la campagne présidentielle de P.Juquin en 1988, on peut ajouter que dans une certaine mesure, les Alternatifs sont aussi la continuité de l'héritage des Comités Communistes pour l'Autogestion dont Michel était le principal animateur politique et théorique, et de la FGA où il a joué, aux côtés de Philippe Zarifian, Jean-Pierre Lemaire, Raymond Géné, Maurice Najman et Gilbert Marquis un rôle important.

Il n'y a sans doute pas de meilleure façon d'honorer sa mémoire que de faire fructifier son héritage théorique et pratique.

Respect Michel !

Bruno DELLA SUDDA et Guy GIANI

1 Lors de la réunion très émouvante tenue à Paris le 28 septembre, dans les locaux des Alternatifs, en hommage à Michel, étaient entre autres présents, aux côtés de militant-e-s et de responsables des Alternatifs, de l'ex-AMR, des ex-CCA, Pierre Zarka, communiste unitaire, Christian Piquet et Francis Sitel du courant unitaire de la LCR, et Jean-Pierre Lemaire, des Verts

Dans le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier (le MAITRON)

PABLO Michel [RAPTIS Mikhalis, dit PABLO Michel, dit SPEROS, dit GABRIEL, dit PILAR, dit MOLITOR, dit JEROME, dit MARTIN Jean-Paul, dit MURAT, dit MIKE, dit ABDELKRIM, dit VALLIN]

Jean-Guillaume Lanuque, Michael Löwy

Né le 24 août 1911 à Alexandrie (Égypte), mort le 17 février 1996 à Athènes (Grèce) ; ingénieur urbaniste ; communiste, puis trotskyste, membre du groupe des archéo-marxistes à partir de 1928, de l'OKDE en 1934, puis de la IVe Internationale à partir de 1938, dont il est le secrétaire international de 1946 jusqu'en 1960, puis exclu en 1965, fondateur puis président de la TMRI.

Michel Raptis/Pablo a incarné, pendant plusieurs décennies, l'internationalisme trotskyste et la solidarité des marxistes européens avec les révolutions anti-coloniales. Personnage controversé, il a suscité aussi bien des amitiés fidèles que des hostilités farouches, et a provoqué autant d'unifications que de scissions. De haute stature, prématurément chauve, à la fois chaleureux et réservé, c'était un personnage charismatique, pédagogue et un révolté-né.

Il naquit à Alexandrie le 24 août 1911, de parents grecs, et émigra avec eux en Grèce en 1916. Étudiant à Athènes à l'École polytechnique, il rencontra en 1928 le marxisme et le mouvement ouvrier grâce aux "Archives du marxisme", un groupe communiste dissident, semi-clandestin, dirigé par Yorghos Vitsoris ; quelques années plus tard, en 1931, une grande partie des archéo-marxistes adhéra à l'opposition de gauche internationale sous le nom de Groupe communiste unitaire (KEO). Le jeune Raptis s'était rapproché, pendant ce temps, d'Aghis Stinas, dirigeant du Parti communiste grec (KKE) qui constitua en 1932 une fraction léniniste (LAKKE), elle-aussi proche de l'opposition de gauche. Enfin, il fit la connaissance à cette époque de Pantelis Poulioupolos -destiné à devenir la principale figure du trotskysme grec- dirigeant d'un autre groupe communiste dissident, "Spartacus", dont il devint par la suite l'ami et le disciple. En 1934, ces différents groupes, courants et fractions réussirent, avec la participation active de Raptis, à s'unifier pour former l'Organisation communiste internationaliste de Grèce (OKDE), section grecque de l'opposition de gauche internationale.

L'année 1936, qui vit s'établir, après le coup d'état du 4 août, le régime fascisant du dictateur Metaxas, a été décisive dans la vie du jeune Raptis. Ce fut à la fois la rencontre avec celle qui devint sa compagne, Hellé (Hellène), une des responsables des Jeunesses communistes, et la première expérience amère de la répression. Arrêté par la police lors d'une rafle, il fut identifié comme "Speros", un des principaux dirigeants, avec Poulioupolos, de l'OKDE.

Brutalement frappé pendant trois jours et trois nuits, sans qu'on puisse le faire parler, il fut ensuite déporté à l'île de Folegandros, enchaîné à son ami et camarade de parti Andreas Tzimas. Après un séjour d'un an, il fut envoyé à la prison de Nauplie. En 1937, grâce à l'intervention d'un de ses anciens professeurs de l'École polytechnique, on le sortit de prison et on lui offrit la liberté, en échange d'une "petite déclaration écrite". Devant son refus, on décida de l'expulser de Grèce : ce fut le début d'un long exil qui dura plusieurs dizaines d'années.

Après un bref séjour en Suisse, Raptis, suivi de sa compagne, arriva à Paris en 1938, chargé, sur proposition de Poulioupolos, de représenter la section grecque auprès du secrétariat de l'opposition de gauche internationale. Les deux jeunes s'inscrivirent comme étudiants à la Sorbonne, tandis que le militant grec établit le contact avec ses camarades français. Peu après, en septembre 1938, se réunit, dans une double clandestinité -par rapport à la police française et à la GPU stalinienne- le congrès de fondation de la IVe Internationale, dans la maison d'Alfred Rosmer à Périgny. Raptis participa au congrès en tant que délégué grec (Vitsoris était lui aussi présent, au nom d'un autre groupe trotskyste grec), et fit connaissance, à cette occasion, avec les principaux dirigeants du mouvement trotskyste international. Avec le début de la guerre et l'assassinat de Léon Trotsky, le centre dirigeant de l'Internationale cessa de fonctionner. Raptis, qui a choisit le pseudonyme de "Michel Pablo", tomba malade -il avait la tuberculose- et dut faire des longs séjours en sanatorium. En 1943, il réussit à reprendre contact avec l'un des principaux groupes trotskystes français, le Parti ouvrier internationaliste (POI) de Marcel Hic et David Rousset, et participa à la création du secrétariat européen provisoire. Rompu aux pratiques de la clandestinité en Grèce, il contribua à la

publication de la presse trotskyste, notamment le journal édité par Widelin à l'adresse des soldats allemands, *Arbeiter und Soldat*. Une dénonciation provoqua l'arrestation, exécution ou déportation de plusieurs dirigeants du POI liés à cette initiative dangereuse, mais Pablo réussit à échapper au coup de filet. En février 1944, il participa et anima la conférence européenne clandestine à Beauvais, qui marquait la résurrection de la IVE Internationale à la fin de la guerre. A cette occasion il joua un rôle déterminant dans l'unification des trois groupes trotskystes français qui formèrent le Parti communiste internationaliste - section française de la quatrième internationale (PCI-SFQI). Un secrétariat européen fut élu, dont il devint secrétaire général. Tous ses membres partageaient la conviction qu'une révolution européenne était imminente, et qu'elle allait commencer en Allemagne...

En mars 1946 eut lieu à Paris la première conférence internationale de la IVE Internationale après la guerre. Interrompue par la police -sous le coup d'une confusion, semble-t-il- elle se termina dans les locaux du Palais de Justice... C'est à cette occasion que, avec le soutien des principales sections européennes et du Socialist Workers Party (SWP), Michel Pablo fut élu secrétaire de la IVE Internationale, responsabilité qu'il conserva jusqu'à 1960. Pendant cette même année il retourna brièvement en Grèce en compagnie de son ami l'américain Sherry Mangan, représentant en Europe du SWP, pour aider à une nouvelle tentative de réunification des trotskystes grecs. Il fit de même en Italie, essayant en vain de préserver la section italienne de l'époque, le Partito operaio comunista (POC), de l'éclatement. En 1947, le SWP l'invita à visiter les Etats-Unis -ce fut son seul et unique voyage dans ce pays- où il tomba sous le charme de James P. Cannon. Lors du deuxième congrès mondial de la IVème Internationale (1948) Pablo prévit encore une fois "l'imminente crise du capitalisme". De plus, il contribua à engager son mouvement dans le soutien critique à la Yougoslavie de Tito, en butte aux menaces de Staline et qualifié de fasciste, par l'envoi de deux mille cinq cent jeunes volontaires dans les brigades de travail yougoslaves. Jusqu'au début des années 50 ses positions politiques furent celles de la grande majorité du trotskysme international, et jouissaient du soutien des plus grandes sections du mouvement (France et États-Unis). L'éclatement de la guerre de Corée en juin 1950 conduisit Pablo à la conclusion qu'on s'acheminait vers une nouvelle guerre mondiale, cette fois-ci entre les pays impérialistes et les "États ouvriers bureaucratiquement dégénérés" -guerre qui se transformerait nécessairement en "guerre-révolution". Dans un document de janvier 1951, "Où allons nous ?", il insistait sur la nécessité, pour les trotskystes, de donner un "appui critique" au bloc dirigé par l'URSS -qu'il désignait par le terme de "monde stalinien"- dans son conflit avec l'impérialisme. Lors du troisième congrès mondial de la IVème Internationale en 1951, ces thèses furent approuvées -malgré quelques réserves du côté du PCI (SFQI)- ainsi que l'orientation tactique qu'il proposait pour briser l'isolement des trotskystes : l'entrisme dans les partis ouvriers dominants suivant les pays. C'est par la suite, lors du Xe plénum du Comité exécutif international (CEI), en février 1952, qu'il proposa et fit approuver une orientation d'"entrisme sui-generis" aussi dans les partis communistes de masse, notamment en France. Cette décision eut des conséquences dramatiques pour l'internationale : rejetée avec véhémence par la majorité du PCI (SFQI), elle provoqua la division de ce parti (en 1952) et, par la suite, de toute l'internationale. Ce fut la brochure *La guerre qui vient* de 1953, préparée par Pablo avec l'accord de la majorité de la direction internationale, qui mit le feu aux poudres. Pablo présentait la guerre, qu'il croyait prochaine, entre les puissances impérialistes et le bloc dirigé par l'URSS comme un conflit entre "deux camps sociaux", au cours duquel la direction soviétique, malgré son conservatisme et son caractère contre-révolutionnaire, serait "obligée de donner une certaine impulsion révolutionnaire aux masses qu'elle contrôle ou influence" (*La guerre qui vient*, pp.88-89). Qualifié de liquidateur et révisionniste ayant capitulé devant le stalinisme par le SWP américain en décembre 1953, Michel Pablo se trouva au centre des polémiques qui aboutirent finalement à la scission du mouvement, et à la formation d'un centre trotskyste rival, le comité international, composé notamment du SWP, de la majorité du PCI français exclu et de la section anglaise (Gerry Healy). C'est la naissance du concept de "pablisme", désignant, aux yeux de ses adversaires, une tendance d'adaptation au stalinisme et de rupture avec les principes du trotskysme orthodoxe.

Durant les années 1950, sa production propagandiste fut très importante ; il s'investit beaucoup dans les congrès mondiaux tenus à l'époque (quatrième en 1954, cinquième en 1957), écrivit plusieurs des documents adoptés par l'internationale, de nombreux articles dans *Quatrième Internationale* ou *La Vérité des Travailleurs*, et apparaissait comme le principal théoricien de la IVE Internationale. Il fut ainsi de ceux qui firent condamner par le secrétariat international, en 1956, l'intervention russe en Hongrie. Et c'est surtout sous son impulsion que la IVE Internationale s'investit concrètement, suite au déclenchement de la guerre d'Algérie, dans le soutien à la lutte du Front de libération national (FLN) après les premières prises de contact de l'été 1955 (hébergement, transports, faux papiers, etc...). Il fut en particulier à l'origine de l'installation d'une usine d'armement pour l'armée de libération nationale (ALN), installée au Maroc, à partir de la fin 1958, et dont le personnel qualifié était composé de militants trotskystes. Dans cette optique,

il souligna le rôle essentiel, selon lui, de la "révolution coloniale", plus particulièrement de la "révolution arabe", et défendit un soutien sans conditions au FLN.

À partir de mai-juin 1958, le secrétariat de la IVE Internationale, en raison de l'arrivée de De Gaulle au pouvoir, fut déplacé de Paris à Amsterdam, où Michel Pablo s'installa. Le 10 juin 1960, il fut arrêté à Amsterdam, avec son camarade Sal Santen, et condamné à deux ans de prison pour ses activités en soutien du FLN. Il cessa donc à ce moment-là d'être le secrétaire international de la IVE Internationale. Son procès eut lieu l'année suivante, en juin 1961, et fut l'occasion d'une campagne de solidarité, en particulier sur la base d'un appel lancé par Jean-Paul Sartre*, qui vit entre autre une trentaine de parlementaires travaillistes britanniques lui apporter leur soutien. Il fut finalement condamné à 15 mois de prison, peine qu'il avait déjà purgée.

1962 vit Michel Pablo, une fois libéré en octobre 1961, rejoindre le Maroc, d'où il repartit en juillet vers Alger avec l'ALN et où il devint conseiller à la présidence de Ben Bella, avec lequel il noua des liens d'amitié. Dans ce cadre, en tant qu'un des responsables du bureau des biens vacants, il lutta pour l'instauration de comités d'autogestion des travailleurs dans les secteurs économiques laissés vacants par le départ des pieds-noirs. Son logement était alors une villa réquisitionnée, à El-Biar. En octobre et novembre 1962, puis mars 1963, il réussit à faire adopter, avec Mohammed Harbi et Hocine Zahouane, et le soutien de Ahmed Mahsas (directeur de l'office national de la réforme agraire), des décrets sur l'administration des biens vacants et l'autogestion des entreprises. Il défendit aussi le soutien, en armes et en argent, de Ben Bella aux actions guérilléristes de Che Guevara (avec qui il avait discuté à l'été 1963, à l'ambassade cubaine d'Alger), tout en étant en désaccord avec ce dernier sur l'utilité de stimulants seulement moraux pour motiver les masses à la construction du socialisme à Cuba. Il accepta également, sur la demande du président chypriote, Monseigneur Makarios, de jouer le rôle de consul de Chypre à Alger. Il défendait alors l'idée d'une fusion entre l'avant-garde de la "révolution coloniale" et l'avant-garde communiste non stalinienne (particulièrement les trotskystes de la IVE Internationale), et se trouvait secondé par un certain nombre de "pieds rouges". Il travaillait donc de près avec la gauche du FLN, qui contribua à l'adoption de la Charte d'Alger. Il s'opposa à l'interdiction du PC algérien par le gouvernement, lança d'Alger un appel à des "volontaires pour le Viêt-nam" contre l'intervention américaine, et c'est également lui qui organisa l'arrivée de la première délégation syndicale soviétique à Alger.

Michel Pablo participa, en juin 1963, au VIIe congrès mondial de la IVE Internationale (dit de réunification), où il fut rapporteur sur la révolution algérienne ; son rapport fut d'ailleurs adopté par les délégués. Il créa en 1964 la revue *Sous le drapeau du socialisme*, dans le cadre de la commission africaine de l'internationale, dont il était responsable. Suite au coup d'état du colonel Boumedienne du 19 juin, il se cacha chez des amis français, rédigea un appel à la résistance, et réussit à fuir l'Algérie lors d'une deuxième tentative. Il s'installa alors à Genève pour une année. En décembre 1965, il fut exclu du CEI : en désaccord avec le soutien critique des Chinois décidé par la direction de l'Internationale, et accordant l'avantage au processus de déstalinisation mené par Khrouchtchev en URSS, il refusa d'accepter la discipline de l'Internationale. Il réunit alors ses partisans au sein de la tendance marxiste-révolutionnaire de la IVE Internationale, qui devint, en 1972, la Tendance marxiste-révolutionnaire internationale (TMRI), abandonnant ainsi la référence à la IVE Internationale. Interdit de séjour en France, Michel Pablo effectua plusieurs voyages clandestins à Paris, où il logea chez Michel Leiris. Peu de temps avant Mai 68, il participa à la création de la revue *Autogestions*, avec Lucien Goldmann, Yvon Bourdet et Daniel Guérin (voir ces noms), ce qui correspondait, semble-t-il, au moment où il synthétisa ses idées sur le concept d'"autogestion sociale généralisée", vers 1967. Il était d'ailleurs présent à Paris en mai 1968, aux côtés des jeunes militants de son courant, et suite à cette expérience, il insista sur l'importance des nouveaux mouvements sociaux (noirs, femmes, étudiants), pouvant disposer d'organisations autonomes. Il avait auparavant soutenu l'action du comité Viêt-Nam national. Il partit ensuite pour Cuba, via la Tchécoslovaquie, et arriva en juillet à La Havane. Il y discuta avec Fidel Castro, qui n'avait pas encore approuvé l'intervention soviétique à Prague.

Il revint peu de temps à Paris, avant de partir pour la Yougoslavie, dans le cadre de la lutte contre le régime des colonels en Grèce ; il fonda d'ailleurs la revue *Antistasi*. ("Résistance") et rentra en contact avec les mouvements de résistance, tel le PAK d'Andreas Papandreou. Il participa également à la tentative d'évasion avortée de son ami Ben Bella, en animant la campagne et par la collecte de l'argent et la confection des faux papiers nécessaires. En 1969, il fut invité à Amman par le Front démocratique et populaire pour la libération de la Palestine, une scission du FPLP. Il visita également des camps palestiniens en compagnie de son ami tunisien Lafif Lahkdar et de l'écrivain français Gérard Chaliand. En 1969 toujours, Michel Pablo resserra ses liens avec les Palestiniens. Il mit également en contact trois militants du Front sandiniste nicaraguayen avec le FPLP de Habache (dont faisait partie un de ses amis d'Alger, Mohammed Boudia), pour qu'ils puissent s'entraîner dans des camps en Jordanie. Il effectua peu après un séjour à Lima, où il s'entretint avec des officiers militaires de la junte "révolutionnaire" au pouvoir. En 1972, Michel

Pablo était au Chili, où il collabora avec la gauche du parti socialiste de Salvador Allende, qui l'avait invité à faire une série de conférences sur l'autogestion. Il retourna à Paris début 1973, où il rédigea son essai sur l'expérience chilienne. 1974 le vit présent à Lisbonne, où il salua la révolution des œillets comme le début de la révolution européenne. Les amitiés qu'il avait avec des dirigeants du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA d'Agostinho Neto) et du Mozambique (Aguino de Bragança) lui permirent de rentrer en contact avec le Mouvement des forces armées (MFA), qui avait renversé Salazar ; il se lia d'ailleurs d'amitié avec Otelo de Carvalho, et prôna un front unique entre le MFA et le mouvement ouvrier. Lorsque Otelo fut emprisonné, il effectua plusieurs voyages à Lisbonne pour tenter de le faire libérer.

À compter de 1974, il fut surtout actif en Grèce même, où il habitait de nouveau avec sa compagne, Hellé. Depuis 1946, il n'avait pu en effet y retourner que quelques jours dans les années 1960, peu de temps avant l'instauration de la dictature des colonels. Il aida en particulier son ami Papandreou à bâtir le parti socialiste, qu'il abandonna quelques temps plus tard. En novembre 1975, Michel Pablo fut envoyé par plusieurs journaux grecs comme envoyé spécial à Madrid ; il obtint d'ailleurs une conférence de presse confidentielle avec Santiago Carillo. En 1978, il abandonna la conception trotskyste "classique" de l'URSS comme "État ouvrier bureaucratiquement dégénéré", pour le concept politique d'état bureaucratique, et préconisa non plus seulement une révolution politique, mais une révolution politico-sociale. En janvier 1980, il fut un des invités d'honneur au congrès du Sinn Féin, à Dublin. En 1982, Michel Pablo appela, avec dix autres personnalités, au renforcement par tous les moyens, y compris militaires, de l'aide à la résistance palestinienne et libanaise face à l'invasion d'Israël. Il était présent, les 26 et 27 mai 1984, au congrès constitutif du Mouvement démocratique algérien de Ben Bella, tenu au château de Montvillargène, près de Chantilly. Lors de l'accession au pouvoir de M. Gorbatchev et du début de sa "perestroïka", il estima qu'il s'agissait là d'un processus d'auto-réforme de la bureaucratie d'URSS. Face aux événements du "printemps de Pékin", par contre, il considéra qu'une révolution politique commençait contre la bureaucratie chinoise. A la même époque, il combattit vivement l'intervention américaine en Irak. Au début des années 90, à la suite de la chute de l'URSS, il estima qu'il était nécessaire d'élaborer un nouveau programme et préconisa dans ce cadre un regroupement des "marxistes critiques". A cette fin, la IVe Internationale semblait pour lui un lieu privilégié. Vis-à-vis de la guerre qui déchirait l'ex-Yougoslavie, il s'opposait à toute intervention des États-Unis. Dénonçant l'éclatement de la fédération yougoslave -dont il refusait de tenir la Serbie pour seule responsable-, il apporta son soutien au projet d'une grande Serbie englobant tous les Serbes éparpillés sur l'ensemble de l'ex-Yougoslavie (ce qui ne manqua pas de susciter des controverses). Michel Pablo organisa, en novembre 1993 et février 1995, à Athènes, deux conférences internationales contre les embargos de l'Irak, de la Libye et de Cuba, auxquelles participèrent des délégations de plus de trente pays. Toutes ces actions et prises de position s'inscrivaient dans son soutien aux "nations rebelles" à l'ordre mondial et à l'impérialisme américain. Sa réputation en Grèce était alors importante : il écrivit de nombreux articles sur l'actualité (ayant même sa propre rubrique de politique internationale dans le journal *Ta Nea*), l'histoire du mouvement ouvrier et de l'URSS, et fut régulièrement invité à la télévision ou dans des universités. Il s'investit également dans des manifestations, en défense de familles turques menacées d'expulsion ou de prostitués homosexuels maltraités.

En ce qui concerne son apport théorique, il est considéré comme un des théoriciens de l'autogestion. Doté d'une grande culture, polyglotte, Michel Raptis mourut le 17 février 1996, à Athènes. Ses funérailles furent suivies par un grand nombre de personnes diverses, dont 4 ministres, et firent l'objet de multiples envois de couronnes de fleurs et de messages de la part de syndicats, d'associations et de partis politiques.

ŒUVRE : *La guerre qui vient*, Publications de la Quatrième Internationale, Paris, 1953. — *Ce qu'est, ce que veut la IVe Internationale - Dictature du prolétariat, Démocratie, Socialisme*, Publications de la Quatrième Internationale, Paris, 1957. — Préfaces aux textes de Trotsky sur l'Espagne et sur l'Allemagne, 1959. — *L'autogestion en Algérie*, numéro spécial d'Autogestion, *Anthropos*. — *Impressions et problèmes de la révolution algérienne*, 1962. — *Quel socialisme au Chili ? Étatisme ou autogestion ?*, *Anthropos*, Paris, 1973. — *I Politiki mou avtobiografia*, *Ikaros*, Athènes, 1996. — Articles dans *La Vérité*, *La Vérité des Travailleurs*, *Quatrième Internationale*, *Sous le drapeau du socialisme*, *Autogestions*, *Utopie Critique*, *Ta Nea*.

SOURCES : Entretien avec Gilbert Marquis du 13 février 1999. — Pierre Frank, *La Quatrième Internationale*, Maspero, Paris, 1973. — Rodolphe Prager, *Les congrès de la IVe Internationale*, 4 tomes, La Brèche, Montreuil, 1978 à 1989. — Agis Stinas, *Mémoires*, La Brèche, Montreuil, 1990. — Roger Faligot / Rémi Kauffer, "Pablo : le dernier des mohicans", in *Éminences grises*, Fayard, Paris, 1992. — *Rouge*, 22 février 1996. — *Inprecor*, mars 1996. — *Cahiers Léon Trotsky*, numéro 57, mars 1996. — *Utopie Critique*, numéro 8, 3e trimestre 1996. — Colloque sur l'oeuvre et l'activité internationaliste et révolutionnaire de Michel Raptis/Pablo, 28 février / 1er mars 1997.

NAJMAN Maurice. Pseudonymes : BRICART, NALLARD Michel

Jean-Paul Salles

Né le 7 décembre 1948 à Paris, mort le 4 février 1999 ; journaliste ; militant trotskiste « pabliste » ; dirigeant des Comités d'action lycéens (CAL) puis l'Alliance marxiste révolutionnaire (AMR).

Maurice Najman naquit à Paris dans une famille juive d'origine polonaise arrivée à Paris au début des années 30. Son père milita longtemps au Parti communiste. Sa mère Solange et sa grand-mère maternelle, yiddishophones, étaient des rescapées des camps d'extermination nazis. Son frère Charlie a consacré à leur mère un documentaire-fiction intense : « La mémoire est-elle soluble dans l'eau ? » (1996). Un oncle, homonyme mourut comme volontaire en Espagne républicaine.

Maurice Najman était un des rares de sa génération à parler le yiddish. Juif, athée, il était antisioniste. Élève au lycée Jacques-Decour à Paris, il milita aux Jeunesses communistes dès 1964. Il fut rapidement en désaccord avec le mot d'ordre « Paix au Vietnam » qu'il considérait comme « pacifiste » et « petit-bourgeois ». En septembre 1966, il créa au lycée Jacques-Decour le premier Comité Vietnam lycéen autour du mot d'ordre « FNL vaincra ». Affilié au Comité Vietnam National (CVN) dirigé par Madeleine Rebérioux* et Laurent Schwartz*, il représenta bientôt les Comités lycéens à la direction nationale. À la même époque, il est en contact par l'intermédiaire de Michel Fiant* et de Gilbert Marquis* avec la Tendance Marxiste Révolutionnaire Internationale de la IVe Internationale (TMRI IV) dirigée par Michel Raptis* dit Pablo, qui venait de rompre avec la Quatrième Internationale. Ce regroupement politique, tout en s'efforçant de s'implanter dans la classe ouvrière, accorde beaucoup d'importance aux jeunes, aux femmes, plus généralement aux nouveaux terrains de lutte comme la famille ou la sexualité.

À la rentrée 1967, étudiants et lycéens parisiens se mobilisèrent notamment contre le Plan Fouchet et contre les Ordonnances. Certains lycées parisiens étaient en grève le 13 décembre. Celle-ci précipita la formation du premier Comité d'Action Lycéen (CAL), lors d'un meeting de 100/120 lycéens au Lycée Jacques Decour, le 15 décembre. Maurice Najman y prit une part très active. Les CAL se battaient aussi contre les lycées-casernes, pour la liberté vestimentaire et la liberté d'expression plus généralement. Même après que la JCR se soit lancée dans la construction des CAL et que Michel Recanati en soit devenu le leader national, Maurice Najman apparaissait comme le porte-parole le plus brillant, mêlant parfaitement « culture rock » et engagement marxiste. En juin 1969, il participa à la création de l'Alliance Marxiste Révolutionnaire (AMR), qui réunit bientôt 200 militant(e)s, très actif(ve)s dans le mouvement des femmes, au MLAC, dans la lutte des Gays et Lesbien(ne)s (FHAR). Attaché à l'idéal autogestionnaire, en 1973 il s'enthousiasma pour la lutte des Lips à Besançon. Il tenta, en vain, avec ses camarades de l'AMR, de convaincre le leader des ouvriers de Lip, Charles Piaget*, de se présenter aux élections présidentielles de 1974. Également très intéressé par les luttes internationales, il scruta les expériences de « pouvoir ouvrier » menées au Chili pendant l'Unité Populaire. Il y consacra articles et livre. Peu après le passage de Michel Rocard* du PSU au PS (fin 1974), il oeuvra à l'entrée de l'AMR au PSU. Avec ses camarades il tenta d'éviter le ralliement de ce parti à l'Union de la Gauche. Il fut un des leaders du courant B, qui obtint 22% des mandats au Xe congrès du parti à Strasbourg (janvier 1977), ne parvenant pas à éviter la victoire de la position A favorable à l'Union de la Gauche (66% des mandats) défendue par le secrétaire du parti Michel Mousel*. Contre l'avis d'Yvan Craipeau* son camarade de tendance qui resta lui au PSU, il participa avec des militants venus de la LCR (François Morvan, Robi Morder, Gilles Casanova, Gérard Delahaye, Francis Pothier) à la création d'une nouvelle organisation, les Comités Communistes pour l'Autogestion (CCA) les 7-8 mai 1977 à Paris. Au Ier congrès de l'organisation tenu à Lyon (Toussaint 1977), cette organisation revendique entre 1 000 et 1 500 militants et sympathisants. Il sera membre du Bureau exécutif des CCA. Aux élections législatives de 1978, les CCA présenteront des candidats communs avec la LCR et l'OCT, sous le sigle « Pour le Socialisme, la Pouvoir aux travailleurs ». Par exemple, à Besançon la candidate Martine Bultot, médecin (CCA) aura comme suppléante Claudine Pedroletti (LCR), laborantine au CHU. Malgré tout les résultats furent médiocres.

En couple avec Corinne Wegler, Maurice Najman eut une fille avec elle. Depuis la fin de 1977, il vécut avec Maguy Bohringer, l'ex-femme de Richard Bohringer, explorant avec elle les « paradis artificiels ». Après le suicide de Michel Recanati, il retrouve Romain Goupil, avec lequel il participe au lancement de la campagne présidentielle de Coluche en 1981. Dans la décennie 80, Maurice

Najman se consacrera beaucoup à ses activités de journaliste, à Libération, puis comme pigiste dans diverses publications, L'Événement du Jeudi, L'Autre Journal, Les Nouvelles littéraires. Il réalisa aussi des reportages pour la télévision. Il consacra un livre d'entretien à l'espion est-allemand Markus Wolf et se lia au sous-commandant Marcos au Mexique. En 1981, il fait partie de la minorité des CCA (la T1) qui scissionna pour former une nouvelle AMR, avec le soutien de Michel Pablo*. Lors des élections présidentielles de 1988, il soutient très activement la candidature de Pierre Juquin*. Membre à l'époque de la FGA (Fédération de la Gauche Autogestionnaire), il est un des principaux organisateurs de cette campagne, plein d'idées, mettant ses talents d'organisateur au service du candidat. A la fin de sa vie, il continuait à militer, en soutien aux zapatistes, et en France aux sans-logis. Il participa à l'occupation de la rue du Dragon par Droit au logement (DAL).

Tous ceux qui l'ont croisé reconnaissent son charme, son intelligence, sa vivacité, son incroyable énergie, et son sens de l'humour aussi. Le germaniste Pierre Juquin était fasciné par ses talents de polyglotte. Il mourut le 4 février 1999. Le jour de son enterrement, conformément à sa volonté, une grande fête a été organisée avec tous ses amis à l'Élysée-Montmartre.

ŒUVRE : Articles : « Comment s'organisent les bases du pouvoir populaire », le Monde diplomatique, octobre 1973 ; « Les mouvements sociaux sous le Chili des Chicago boys », Les Temps Modernes n°449, 1983. Nombreux articles, notamment sous le nom de Michel Nallard, dans « Sous le drapeau du socialisme », « L'Internationale », publications de l'AMR, « Commune », journal des CCA (1977-86) et « Mise à jour » revue des CCA. « Le grand virage des zapatistes », Le Monde diplomatique, janvier 1997. Interview de Vlady, le fils de Victor Serge, Les Nouvelles littéraires, date à préciser ? Livres : Le Chili est proche : révolution et contre-révolution dans le Chili de l'Unité populaire, Paris, Maspero, 1974. — L'œil de Berlin. Entretien avec Markus Wolf, patron des services secrets est-allemands, Paris, Balland, 1992. Documentaires : « Le dos au mur », documentaire sur la chute du Mur de Berlin, pour FR3, primé au Festival d'Angers ; — « Bons baisers de Berlin », 1995, 55'. — « Le blues de l'armée russe », 1995, 33'. — « Squats : la rue du Dragon », 1995, 52'. — « Force XXI », 1996, 44'. — « Le dos au mur », 1998, 52'. Il participa, avec Romain Goupil, à une émission « Les chemins de la vie », le 16 mai 1968 (23') avec M. Grappier, Proviseur au lycée Condorcet et le recteur Gauthier (mai68.ina.fr) ;

SOURCES : Témoignages de Claude Kowal, Robi Morder, Patrick Silberstein. — Bernard Schalscha, Gérard Gryzbeck, « Maurice Najman », *Critique communiste*, n°154, hiver 1999, p.81-82. — Notice nécrologique in *Le Monde* 6 février 1999 « Une figure de la génération lycéenne de mai 68 ». — Vincent Noce (pseudonyme de Nicolas Baby), « Hommage à Maurice Najman », (février 1999), consulté sur le site <http://paris70.free.fr>, le 3 novembre 2008. — Jacques Pasquier, « Najman blues », in *Zapito* n°7, mars 1999. — Bérout Sophie, Le Tréhondat Patrick, Mouriaux René, Silberstein Patrick, « Eléments pour l'étude du courant pabliste. Discours et pratiques autogestionnaires », p.259-270, in Georgi Frank dir., *Autogestion. La dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003. — Juquin Pierre, *De battre mon cœur n'a jamais cessé, Mémoires*, Paris, L'Archipel, 2006, voir les pages 573-4. — Lanuque Jean-Guillaume, Salles Jean-Paul, article « Trotskismes » (notamment p.793-794 « le courant marxiste-révolutionnaire autogestionnaire ») in *La France des années 1968*, Paris, Syllepse, 2008. — Morder Robi, « Maurice Najman, Jiri Pélikan, Jacques Kergoat », *Les Cahiers du Germe* n°11/12, 4e trimestre 1999. — Nick Christophe, *Les Trotskistes*, Paris, Fayard, 2002. — Salles Jean-Paul, *La Ligue communiste révolutionnaire (1968-1981). Instrument du Grand Soir ou lieu d'apprentissage ?*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, notamment les pages 94 et 239-240.

FIANT Michel, Pierre. Pseudonymes : MOREL ou MAUREL, DUPRÉ

Né en 1928 à Nanterre (Seine, Hauts-de-Seine), mort le 19 septembre 2007 à Toulon (Var) ; militant trotskiste autogestionnaire dit « pabliste », membre du PCI-SFQI, puis du PCI minoritaire, de la TMRI, de l'AMR, du PSU, des CCA, de l'AREV et des Alternatifs.

Sur l'acte de naissance de Michel Fiant, son père était déclaré « comptable » et sa mère « dactylographe ». Ses parents se séparèrent six mois après sa naissance et ce fut sa mère, employée dans un ministère, qui s'occupa de lui. Il suivit des études dans un lycée agricole et dans une école d'industrie laitière, ce qui lui permit d'obtenir un diplôme professionnel de technicien en juillet 1947. À la fin de l'année, il partit travailler en Tunisie dans un service agricole dépendant de l'administration du protectorat et y participa à la fondation d'un syndicat. Ce fut également en Tunisie qu'il remplit ses obligations militaires, et qu'il adhéra à la IVe Internationale en janvier 1949.

Revenu en métropole à partir de 1951, Michel Fiant travailla comme ouvrier six mois aux Établissements Lavalette à Saint-Ouen. Il fut licencié en juin 1952 pour avoir occupé son usine durant une grève. Il enchaîna ensuite les emplois de courte durée et suivit une formation de fraiseur. En mars 1953, il parvint à être embauché aux laboratoires Dervaux de Boulogne-Billancourt (Seine, Hauts-de-Seine), une usine où l'on concevait des radars pour l'industrie aéronautique.

Par la suite, il fut muté à leur usine de fabrication électronique à Bezons (Seine-et-Oise, Val-d'Oise). Il y cofonda une section CGT dont il devint secrétaire, et fut même élu délégué et secrétaire au comité d'entreprise. Après une longue grève, en 1958, l'entreprise fut rachetée et Michel Fiant licencié au mois de juillet, tout comme bon nombre de salariés. Il s'était marié en juin 1957 à Montmorency avec Andréa Pham Nhüng, union dissoute en 1962.

Ayant pris parti dans le mouvement trotskiste pour l'orientation proposée par Michel Pablo*, il demeura au sein du PCI-SFQI, désormais minoritaire. Au sein du PCF, où il était entré suivant la ligne de l'entrisme *sui generis*, il fut en 1956 un des fondateurs et rédacteurs de *Tribune de discussion* avec Denis Berger, Félix Guattari* et Michel Ravelli*, destinée à regrouper une opposition au sein du parti, et c'est lui qui fut choisi comme son représentant vis-à-vis des lecteurs ; un intellectuel comme Henri Lefebvre* collabora quelque temps avec eux, et *Tribune de discussion* fusionna en avril 1957 avec *L'Étincelle*, autre publication critique, l'échec de cette entreprise à l'automne conduisant l'année suivante à la création de *La Voie communiste*. Exclu du PCF en 1958, Michel Fiant fut élu la même année au bureau politique du PCI, plus spécialement chargé du travail vers les jeunes. Il intégra également le CEI de la IVe Internationale, devenant permanent politique. Dans le cadre de l'aide apportée par la IVe Internationale au FLN, Michel Fiant devint un des animateurs de Jeune résistance. Il était également gérant d'une épicerie au sud de Paris qui appartenait au FLN, façade, entre autres activités clandestines, pour la distribution des tracts. Arrêté par la police, il fut relâché par défaut de charges suffisantes. C'est lui que le jeune Alain Krivine* rencontra en 1957 dans son chemin vers le militantisme trotskiste. Suivant le travail des étudiants trotskistes de 1959 à 1962, il impulsa l'initiative du Front universitaire antifasciste, et s'impliqua plus généralement dans la gestation de l'opposition au sein de l'UEC, qui conduisit finalement à la création de la JCR. Les militants marxistes révolutionnaires « pablistes » décidèrent toutefois de demeurer au sein de l'UEC pour poursuivre le travail d'entrisme, sans parvenir par la suite à des résultats significatifs.

À la fin de l'année 1962, Michel Fiant effectua un séjour de trois semaines en Algérie dont il exposa les conclusions au comité central du PCI, défendant en particulier le « soutien critique » au nouveau régime. Proche des analyses de Pablo, il fit partie des fondateurs de sa tendance marxiste révolutionnaire avec Gilbert Marquis* (son beau-frère ; il se maria avec Jeanne Marie-Louise Marquis en septembre 1967 à Vanves) dès janvier 1964, et en décembre 1965, des exclus de la IVe Internationale, derrière Michel Pablo*, qui formèrent la Tendance marxiste révolutionnaire de la IVe Internationale (Michel Fiant et les autres militants français ayant été précédemment exclus du PCI-SFQI en octobre). Il intégra le bureau politique de l'Alliance marxiste révolutionnaire (AMR) à sa création, en juin 1969, groupe d'une centaine de militants, sensible aux « nouveaux mouvements sociaux ». Responsable du secteur jeunes, il recruta Maurice Najman*, parmi d'autres lycéens, et fut ainsi à l'origine de la création des Comités d'action lycéens dès 1967 ; il s'investit également dans l'action du Comité Vietnam national. Après la fondation en 1972 de la Tendance marxiste révolutionnaire internationale (TMRI), qui coupa le cordon avec le trotskisme de la IVe Internationale, l'AMR intégra en 1973 le Comité de liaison pour l'autogestion socialiste, au sein duquel elle côtoya le PSU. L'année suivante, l'AMR s'investit dans le projet de candidature de Charles Piaget* à l'élection présidentielle. Une fois les marxistes révolutionnaires autogestionnaires entrés au PSU, après le départ de Michel Rocard* et de ses partisans, Michel Fiant intégra le bureau national de l'organisation, devenant également un des responsables du secteur « Écologie et cadre de vie ». La même année, le PSU organisa d'ailleurs avec les Amis de la Terre la première manifestation contre le programme nucléaire français. Michel Fiant défendait alors l'idée d'un dépassement du PSU par son élargissement à une partie de l'extrême gauche et des écologistes, sur une base autogestionnaire, tout en revendiquant toujours la tactique du front unique à l'égard des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier.

Michel Fiant quitta le PSU deux ans plus tard, tout comme l'essentiel de la tendance B du PSU constituée un an auparavant, et s'investit dans la fondation des Comités communistes pour l'autogestion (CCA) avec des dissidents de la LCR. Il s'y impliqua en particulier dans le travail de formation des militants et dans la création de la revue théorique *Mise à jour*, poursuivant avec d'autres le travail de réflexion visant à dépasser les acquis léninistes et trotskistes (sur l'analyse des États « socialistes », en particulier, qu'il qualifiait de « post-capitalistes proto-ouvriers ») au profit de nouvelles formes d'organisation, plus « mouvementistes », et à repérer les évolutions du capitalisme contemporain. Il fut également candidat des CCA aux élections législatives de 1978 et de 1981. Dans la crise que connaissaient les CCA au début des années 1980, Michel Fiant fit partie de la majorité opposée à la Tendance autogestion et internationalisme, qui maintint les CCA exclus de la TMRI fin 1981 face à une AMR reconstituée, avant de se fondre en 1986 dans la Fédération de la gauche alternative, avec les autres branches du courant marxiste révolutionnaire autogestionnaire. En 1988, il devint préretraité après avoir été à partir des années 1970 conseiller technique de fédérations d'associations d'éducation populaire sur des questions d'urbanisme et de démocratie associative ; cela lui permit plus aisément de participer à la campagne présidentielle de Pierre Juquin* en intégrant la structure d'animation nationale et en coordonnant la commission « Cité, citoyens ».

À la suite de cette campagne, il fut un des fondateurs de l'Alternative rouge et verte (AREV) en novembre 1989, issue de la fusion entre le vieux PSU et la Nouvelle gauche de Juquin ; il fit logiquement partie de son exécutif national. En 1994, il fut l'un des animateurs de la Convention pour une alternative progressiste (CAP), et, en 1995, de la campagne présidentielle de Dominique Voynet, soutenue par l'AREV et la CAP. Ces deux organisations finirent par fusionner en 1998 au sein des Alternatifs, avec un des textes fondateurs rédigés par Michel Fiant, « Pour le changement, l'autogestion ». Il fut d'ailleurs par la suite le principal rédacteur des textes consacrés à ce thème et adoptés par l'organisation. Des « Ateliers pour l'autogestion » furent même lancés à partir de 2003 (www.atelierspourl'autogestion), dont il défendit le caractère ouvert à d'autres courants. Il vit enfin d'un œil positif et plein d'espoir l'essor du mouvement altermondialiste, encourageant la participation aux divers Forums sociaux mondiaux ; lui-même se rendit à celui de Porto Alegre en 2002, une expérience qui le marqua profondément. En 2005, il défendit le non au référendum sur le projet de traité constitutionnel européen. Il refusa toujours, par contre, de se lancer dans un travail historique du courant marxiste révolutionnaire autogestionnaire dit « pabliste » ou dans l'écriture de ses mémoires. Michel Fiant mourut à l'hôpital de Toulon le 19 septembre 2007, des suites d'un cancer qui le suivait depuis plusieurs années déjà.

ŒUVRE : articles dans *La Vérité des travailleurs*, *Sous le drapeau du socialisme*, *L'internationale*, *Commune*, *Mise à jour*, *Nouvelles pratiques pour une gauche alternative*, *Rouge et vert*, etc.

SOURCES : Hervé Hamon, Patrick Rotman, *Les Porteurs de valises*, Albin Michel, 1979. — Pierre Turpin, *Les Révolutionnaires dans la France social-démocrate, 1981-1995*, L'Harmattan, 1997. — Sylvain Pattieu, *Les Camarades des frères*, Syllepse, 2002. — Témoignage d'Alain Krivine, *Rouge* n° 2220, 27 septembre 2007. — Nécrologie de Bruno Della Sudda et Guy Giani, *Rouge et Vert*, n° 263, 19 octobre 2007. — Gilbert Marquis, « Michel Fiant, un militant de

l'autogestion socialiste », *Utopie critique*, n° 42, 4e trimestre 2007. — Jean-Pierre Hardy, *Le Courant marxiste révolutionnaire pour l'autogestion dit « pabliste » de 1965 à nos jours*, mémoire inédit, juillet 2008. — Témoignage de Jean-Pierre Hardy, le 14 décembre 2008. — Témoignage de Daniel Couret, le 18 décembre 2008. — État civil de Nanterre.

Jean-Guillaume Lanuque

BERGER Denis

Né le 11 juin 1932 à Paris ; instituteur puis universitaire ; dirigeant communiste oppositionnel et trotskyste.

Denis Berger a exercé une influence souterraine importante sur l'extrême gauche française des années cinquante et soixante, en particulier à travers le journal *La Voie communiste*, dont il fut le principal animateur. Malgré la grande diversité de ses engagements politiques et organisationnels successifs et souvent éphémères, l'adhésion à un communisme de gauche, anti-stalinien, anticolonialiste et anti-impérialiste, donne le fil rouge de sa vie militante.

Son activité militante commence en mars 1950, quand il adhéra à la cellule étudiante du Parti communiste internationaliste, section française de la Quatrième Internationale (PCI-SFQI). Sa première action importante fut la participation à la brigade de travail « 14 juillet » - organisée par le PCI en solidarité avec la Yougoslavie - qui contribua à la construction d'une cité universitaire à Zagreb (été 1950). De retour à la cellule étudiante du PCI, il participa aux ventes du journal trotskyste *La Vérité* aux portes de la Sorbonne, et se trouva dans l'obligation de se défendre contre des attaques musclées de militants du PCF. Lors d'un meeting le 9 février 1953, il se confronta personnellement, à coups de gourdins, avec Le Pen et ses hommes, qui intervinrent aux cris de « Vive la réaction ! ».

Lors de la scission du PCI-SFQI, il se solidarisa avec le courant de Pablo (Michel Raptis*) et Pierre Frank*, et accepta de mettre en pratique l'orientation « entriste » adoptée par la majorité du secrétariat international de la Quatrième Internationale (mais seulement la minorité du PCI-SFQI). Il adhéra donc en 1953 au PCF, où il devient membre - et bientôt secrétaire - de la cellule « Saint Just », composée d'étudiants d'histoire, où il côtoie Claude Mazauric. Il reconnut, devant ses camarades du PCF, avoir été un « trotsko-titiste », et se trouva, pour cette raison, écarté du comité de section. Parallèlement, il devint un des responsables du « travail entriste » du PCI-SFQI, et bientôt membre de son comité central et de son bureau politique (1955). Devenu instituteur à Saint Ouen en 1954, D. Berger passa son temps libre à militer dans des cellules de banlieue du PCF. En 1956, suite au XXe congrès du PCUS et aux « événements » de Hongrie, des courants dissidents apparaissant au sein du PCF, Félix Guattari* psychiatre ex-trotskyste, proposa à des étudiants de la cellule de philosophie du Parti avec lesquels il était en contact - Lucien Sebag*, Anne Glannini, et d'autres - la fondation d'un bulletin d'opposition interne : *Tribune de discussion*. D. Berger rejoignit ce groupe, qui adhéra bientôt au PCI-SFQI, et publia des prises de position radicales contre l'invasion soviétique en Hongrie. La Tribune entra peu après en contact avec un autre groupe de militants oppositionnels du PCF - Victor Leduc*, Jean-Pierre Vernant*, Yves Cachin, Gérard Spitzer - qui avait des opinions plus ambivalentes sur les événements hongrois, et qui avait créé son propre bulletin : *L'Étincelle*. Certains intellectuels oppositionnels - comme Henri Lefebvre* - collaboraient aux deux bulletins, qui finirent après quelques discussions, par fusionner au printemps 1957, en produisant une publication conjointe sous le titre *Étincelle-Tribune de Discussion*. La dénonciation de Denis Berger et de ses amis comme trotskystes par l'ex-militante du PCI-SFQI (devenue pro-soviétique) Michelle Mestre* provoqua le départ de Victor Leduc et de ses amis de l'Étincelle à la fin 1957.

Quelques mois plus tard, Gérard Spitzer, qui avait rejoint le bulletin La Tribune de Discussion, convainquit le groupe de s'engager à fond dans le combat contre la guerre coloniale en Algérie. C'est à ce moment, début 1958, que Denis Berger décida, avec ses camarades, de lancer un journal, *La Voie communiste*, qui se présenta toujours comme une opposition interne du PCF, mais s'adressait en fait à un public plus large. Soutenu financièrement pendant une (très) courte période par Jean-Paul Sartre*, la publication eut comme principale ressource la clinique de La Borde, à Cour-Cheverny (Loir-et-Cher), où exerçait Félix Guattari*.

Pendant ce temps, un débat s'ouvrit au sein du PCI-SFQI : tandis que D. Berger proposait que le parti rejoigne un regroupement large avec des oppositionnels du PCF, limitant l'activité trotskyste à une revue théorique, Pierre Frank et la majorité - soutenus par les dirigeants internationaux, Michel Pablo* et Ernest Mandel* - insistaient sur la construction du PCI comme noyau du parti révolutionnaire. La confrontation aboutit à la rupture et au départ fin 1958 de D. Berger et ses camarades - Lucien Sebag, Anne Glannini, Gabriel Cohn-Bendit, Félix Guattari.

La Voie communiste, qui s'était renforcée avec l'adhésion de Simon Blumenthal, Roger Rey et d'autres, décida de soutenir le FLN, et prit contact avec la Fédération de France du mouvement indépendantiste algérien. Arrêté le 5 décembre 1958 avec un groupe de militants français et algériens - dont Moussa Khebaïli, chef de la willaya Paris-périphérie - D. Berger passa dix jours dans les caves de la DST, mais, contrairement aux militants maghrébins, ne fut pas torturé, et finit par être libéré par absence de preuves. Exclu du PCI-SFQI fin 1958 et du PCF en 1960 - il avait en fait cessé de militer dans ce parti - D. Berger connut aussi des difficultés internes dans *La Voie communiste*, où il se trouva, pendant quelque temps, marginalisé. Il se consacra essentiellement, avec certains amis de *La Voie communiste* comme Roger Rey, à l'aide au FLN, en se spécialisant dans l'évasion de militants anticolonialistes.

Ainsi, le 7 janvier 1961, ils préparèrent, avec l'aide de Gérard Spitzer, lui aussi emprisonné à Fresnes, la fuite de Mohamed Boudiaf et de deux de ses compagnons - Doum et Bensalem - mais seul ce dernier réussit à partir. L'opération la plus réussie a été l'évasion de six femmes du réseau Jeanson - deux algériennes et quatre Françaises (dont Micheline Pouteau et Hélène Cuénat - de la prison de la Roquette en février 1961, et leur sortie clandestine de la France (vers la Belgique). En mai 1962, pendant les négociations d'Evian, les Algériens demandèrent à Denis Berger et Roger Rey d'aider à l'évasion de leurs principaux dirigeants, Ben Bella, Ait Ahmed et Mohamed Khidder, enfermés au château de Turquant près de Saumur. D. Berger et ses amis trouvèrent une galerie souterraine qui menait aux caves du château, mais un coup de téléphone malencontreux de Ben Bella à Rabah Bitat (emprisonné à Fresnes) mit la police aux aguets et fit avorter la tentative. Au moment de l'indépendance de l'Algérie Denis Berger et ses amis de *La Voie communiste* décidèrent de soutenir Mohamed Boudiaf et son Parti de la Révolution Socialiste, plutôt que Ben Bella. Le groupe suivit de près les événements en Algérie indépendante, mais s'intéressa aussi aux critiques chinoises à la

politique soviétique, qui commencent à s'exprimer à cette époque. Cette question provoqua des tensions internes, et en 1965 le groupe éclata, avec le départ de Félix Guattari et plusieurs autres. D. Berger - avec quelques proches - continua à publier un bulletin, bien plus modeste, intitulé *La Voie*.

Pendant les années qui suivirent, il s'investit surtout dans le comité Viêt-nam national et dans le tribunal Russel contre les crimes de guerre au Vietnam, deux organisations où il exerça des fonctions de secrétaire. Il participa aux séances du tribunal Russel à Stockholm et Copenhague, ainsi qu'à une mission d'enquête - composée entre autres par le dirigeant noir américain Stokely Carmichael et Mehmet Ali Aybar du Parti Ouvrier Turc - envoyée par celui-ci au Vietnam en été 1967.

En mai 1968 il prit part aux événements sans jouer un rôle particulier. Après l'éphémère tentative de publier la revue Front (avec le soutien du FLN algérien) en 1969-1970, D. Berger et ses amis de *La Voie* - dont sa compagne, Michelle Riot-Sarcey - décidèrent, en 1971, d'adhérer au Parti socialiste unifié (PSU), où ils s'intégrèrent dans le courant marxiste-révolutionnaire animé par Jean-Marie Vincent* et Jacques Kergoat*. Lorsqu'en 1972 la plupart des militants de cette tendance décidèrent d'adhérer à la Ligue communiste, Denis Berger quitta lui-aussi le PSU, mais n'adhéra à l'organisation trotskyste que trois ans plus tard (1975).

Devenu chargé de cours à temps plein au département d'Économie politique de l'Université de Paris 8 (Vincennes) en 1972, il milita à la cellule de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) dans cette université, en compagnie de Jean-Marie Vincent et d'Henri Weber. Il participa au comité de rédaction de la revue de la LCR, *Critique communiste* et contribua à la formation, en 1977, d'un courant oppositionnel dans la LCR, la T-3 (Tendance Trois). Ses principaux désaccords avec la ligne de l'organisation concernent la stratégie de construction du parti, et la conception trotskyste classique sur la nature de l'URSS. Lorsque D. Berger, J.-M. Vincent et d'autres rédacteurs de *Critique communiste* condamnèrent l'invasion soviétique en Afghanistan, ils se virent infliger un « blâme » par la direction de la Ligue. Lors du départ de plusieurs militants de la T-3 en 1985, il quitta de façon discrète la LCR, mais contrairement à la plupart de ces camarades, ne rejoignit pas le parti Vert. À partir de cette date, D. Berger n'appartint plus à aucune organisation politique, mais continua à avoir des activités politiques et syndicales (il est militant du SGEN depuis 1972). Devenu assistant au département de Sciences Politiques de l'Université de Paris 8 en 1982, il passa son doctorat en 1988 avec une thèse intitulée « Les partis politiques : essai méthodologique. Le cas du PCF », sous la direction de J.-M. Vincent et fut élu maître de conférences en 1989.

Si dans le passé ses écrits avaient surtout pris la forme d'articles de revues et journaux, il publia à partir de cette date deux ouvrages qui eurent un certain retentissement dans l'opinion de gauche : *Le spectre défait. La fin du communisme ?* (1990) et, avec Henri Maler, *Une certaine idée du communisme. Répliques à François Furet* (1996). Il participa aussi à plusieurs ouvrages collectifs et fut un des fondateurs (1990) de la revue *Futur Antérieur*. Récemment, renouant avec son passé de communiste oppositionnel, il participe à la rédaction du journal du courant communiste refondateur du PCF, *Futurs*.

ŒUVRE : *Le spectre défait. La fin du communisme ?* Paris, 1990. — avec Henri Maler, *Une certaine idée du communisme. Répliques à François Furet*, Paris, 1996. — Participation aux ouvrages collectifs : traduction de Léon Trotsky, *Défense du marxisme*, EDI, 1972. — *Que lire ? bibliographie de la révolution*, EDI, 1975. — *Marx ou pas ? réflexions sur un centenaire*, EDI, 1983. — *Permanences de la Révolution*, La Brèche, 1989. — *Femmes, Pouvoirs*, Kimé, 1993. — *Démocratie et Représentation*, Kimé, 1995. — *Marx après le marxisme*, L'Harmattan, 1997. — *Faire Mouvement*, PUF, 1998.

SOURCES : Entretien avec D. Berger, novembre 1998. — Hervé Hamon, Patrick Rotman, *Les porteurs de valises. La résistance française à la guerre d'Algérie*, Albin Michel, 1979. — Ali Haroun, *La Septième Willaya*, Seuil, 1986.

Michael Löwy

BENOITS Henri

Né en 1926 à Paris ; communiste trotskyste internationaliste, syndicaliste soutien de la cause algérienne et de l'AGTA, principalement aux usines Renault à Billancourt.

Né en 1926 à Paris, Henri Benoits est le dernier d'une famille de huit enfants. Son père, étudiant en médecine, s'est engagé dans l'armée en 1914 comme médecin auxiliaire. À son retour de la guerre, alors que les parents sont ruinés, déjà père de cinq enfants, il est tour à tour ouvrier tanneur chez Révillon, dont il est licencié. Commence alors ce que son fil appelle « la dégringolade » : chômeur en 1932, il trouve à s'employer comme balayeur, comme poinçonneur à la RATP puis comme laveur de vitres dans une entreprise travaillant pour le compte de la RATP où il restera jusqu'à sa retraite, en 1945. La mère d'Henri Benoits devient concierge en 1943 pour pallier aux besoins du ménage. Henri Benoits obtient son certificat d'études primaires à l'âge de douze ans en 1938 ; il suit le cours complémentaire général puis industriel de 1938 à 1940. Il entre comme apprenti ajusteur chez Férodo (fabriquant de garnitures de freins et d'embrayage) à Saint-Ouen en juin 1941 tandis que son frère, de deux ans son aîné, entre comme apprenti chez Chausson à Asnières. Il prépare sur son temps de travail le CAP de dessinateur-calqueur qu'il obtient en juin 1944.

C'est de cette époque que date son engagement trotskiste. Par son frère, il rencontre Daniel Renard*, également apprenti chez Chausson, militant des Auberges de jeunesse clandestines et membre de la IVe Internationale. Sensibilisé à « un internationalisme qui [lui] a évité de sombrer dans le soutien à De Gaulle », il participe à des collages d'affiches la nuit, et des distributions de tracts aux sorties de métro et sur les chantiers de la SNCF au nord de Paris. Pendant l'insurrection de Paris, en août 1944, il est des barricades du XVe arrondissement puis traverse Paris à pied avec son frère, pour occuper l'usine Chausson à Asnières et celle de Férodo dans l'idée d'y reconstituer la CGT. Les adhésions affluent, qu'il consigne quotidiennement sur un carnet et qu'il dépose ensuite à la Maison des Métallous, rue Jean-Pierre Timbaud à Paris. Il s'engage dans les Gardes civiques républicaines. Il devient responsable chez Férodo de la commission Jeunes de la CGT. De 1944 à 1946, il est aussi responsable de l'Union locale des jeunes de la CGT à Saint-Ouen et forme différentes commissions de jeunes dans des usines comme Alsthom. C'est à cette époque qu'il adhère au Parti communiste internationaliste.

De novembre 1946 à septembre 1947, il part faire son service militaire en Allemagne dans le Palatinat, service raccourci parce qu'il est soutien d'une famille nombreuse. À son retour, il cherche un emploi proche du XVe arrondissement où il vit toujours et rentre chez Alsthom, place Balard, quelques jours avant le déclenchement des grandes grèves de l'automne 1947. Il prend une part active à la grève comme responsable du contrôle téléphonique. Mais il est rappelé le 3 décembre 1947, l'armée étant mise à contribution « pour lutter contre l'insurrection » et ce jusqu'en février 1948. À son retour, il est réembauché chez Alsthom où il travaille jusqu'en 1950 ; il y participe à la formation d'un syndicat autonome, né du refus de la scission entre la CGT et FO, aux côtés de militants marqués par l'anarcho-syndicalisme, avant de s'en éloigner au nom d'une conception confédérée du syndicalisme et en quittant Alsthom.

Il entre chez Renault le 15 septembre 1950, y connaissant l'existence d'une cellule du PCI et se refusant désormais à « travailler seul comme trotskiste dans une entreprise ». Il y retrouve Daniel Renard, ouvrier traceur à l'Outillage des Forges et membre du Comité central du PCI. Embauché comme dessinateur d'étude dans les bureaux d'étude Outillage-Tôlerie, il devient bientôt membre du secrétariat de la cellule Renault du PCI et participe au renforcement du mouvement trotskiste dans la « forteresse ouvrière » de Billancourt, qui s'accroît des déçus, - souvent jeunes ouvriers-, de la grève de février 1950 pour le rétablissement de la convention collective de la métallurgie. Sur un plan syndical, c'est vers FO, syndicat majoritaire parmi les « mensuels » (employés), que la direction du PCI l'enjoint de se syndiquer, ce qu'il se résout à faire en 1951. Il est le seul syndiqué FO à signer l'appel à la grève générale que la CGT lance pour le 12 février 1952 ; convoqué par la Commission exécutive de FO qui désavoue sa signature, il rompt avec la centrale réformiste. Il prend une part active aux barricades du 12 février 1952, puis aux manifestations de solidarité avec les licenciés ; à cette occasion il fait la connaissance de Marius Apostolo*, licencié suite à cette grève, et rencontre celle qui deviendra sa femme en 1963, Clara Hesser*. Dans le sillage de ces mobilisations, il adhère à la CGT sur les listes de laquelle il est élu délégué du personnel en 1954. Il le restera vingt ans, en prenant part à plusieurs grèves, en premier lieu celle des dessinateurs en 1956 dont il est une des chevilles ouvrières. Au sein de la CGT-Renault, il prend en charge de la section syndicale des mensuels. Sur un plan politique, convaincu de la nécessité d'être « partie prenante du mouvement réel des masses », Henri Benoits prend parti pour Pablo (Michel Raptis*) dans la crise qui secoue le mouvement trotskiste en 1952 et s'engage dans le soutien aux mouvements anticolonialistes qu'il côtoie depuis 1945 notamment en défilant les 1er mai aux côtés des militants vietnamiens ou algériens. À Renault, il se lie avec les militants algériens de diverses obédiences, en particulier centralistes et messalistes. En 1955, ces liens se renforcent avec le FLN naissant en métropole qui le charge de participer à l'hébergement de militants frontistes, au collectage de fonds et à l'organisation de l'impression et de la diffusion de la presse, en liaison avec Cherchelli qui, à compter de 1956, a la charge de la presse avec Mohammed Harbi* au sein de la Fédération de France du FLN. Henri Benoits assume ces tâches jusqu'en septembre 1959, date à laquelle il a « des ennuis avec la DST ». Il cesse alors toute activité d'aide directe au FLN et se consacre à l'AGTA dont il aide à l'impression et à la diffusion des tracts au sein de l'usine. En 1958, il adhère au Parti socialiste autonome né de la scission de la SFIO puis au Parti socialiste unifié deux ans plus tard, dont il devient le secrétaire de la section Renault. En octobre 1961, avec d'autres militants de Renault engagés dans le soutien à la lutte de libération nationale algérienne (Clara Hesser, sa compagne, militante communiste et syndicaliste CGT, Pierre Cadel et Georges Lepage, membres du PSU-Renault et syndicalistes CFDT), il est chargé par Mohammedi Sadek, coordinateur FLN de la région parisienne, d'être un des observateurs de la manifestation du 17 octobre. Avec Clara Hesser, il observe la manifestation depuis la place de l'Opéra tandis que Georges Lepage et Pierre Cadel sont postés du côté de la place de la République.

Ses liens avec le mouvement nationaliste algérien en France demeurent forts aux lendemains de l'indépendance : en juillet 1962, ses camarades de Renault, en liaison avec Boualem Bourouiba*, secrétaire de la Fédération UGTA des cheminots en Algérie, lui demandent de partir à Alger pour « faire un rapport sur les besoins en Algérie, sur l'état matériel et en prévision de l'aide dont l'UGTA pouvait avoir besoin ». Il y reste une semaine, transmet à son retour ses observations sur « l'état objectif de l'UGTA ». Mais celles-ci restent sans suite dans le contexte d'affrontement pour le pouvoir qui secoue le mouvement nationaliste à l'été 1962.

Après cette phase algérienne, ses engagements le portent de nouveau auprès des travailleurs immigrés, dont il suit attentivement les mobilisations en mai-juin 1968 et dans la première moitié des années 1970. Il participe, avec sa femme Clara, à l'Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés (ASTI) d'Issy-les-Moulineaux à partir de 1976 et soutient activement les mobilisations des sans-papiers depuis leur émergence au début des années 1970 jusqu'à aujourd'hui. Militant d'Agir contre le chômage, il prend part également aux mouvements de chômeurs et précaires. En préretraite depuis 1984, il vit aujourd'hui à Issy-les-Moulineaux.

SOURCES : L.Pitti, Les travailleurs algériens de Renault, op.cit., thèse, et entretiens avec H. Benoits, Issy-les-Moulineaux, 26 mars 1993 et 12 mars 2004.

Laure Pitti

BENOITS Clara [née HESSER Clara]

Née le 11 janvier 1930 à Paris ; déléguée CGT du personnel aux usines Renault de Billancourt ; avec Henri Benoits, oppositionnelle du PCF en critiquant notamment les faiblesses du soutien à la guerre d'indépendance algérienne.

Clara Hesser est la 2e des quatre enfants de parents immigrants hongrois qui se sont connus en France, vraisemblablement à Billancourt. Le père, Ignace Hesser, de famille juive, a été militant du parti social-démocrate de Hongrie avant d'émigrer après la Commune soviétique de Bela Kun en 1919. Ouvrier professionnel qualifié, il travaille dans la métallurgie, notamment à Renault, et se syndique rapidement à la CGT ; il y restera jusqu'à sa mort en 1953. C'est à Renault qu'il vit le Front populaire, occupant l'usine, y emmenant sa fille qu'une photographie de l'époque montre sur ses genoux, poing levé. La mère, née dans une famille catholique, est elle aussi arrivée en France dans les

années 1920, munie d'un contrat de travail pour les filatures du Nord, à Roubaix-Tourcoing, avant de travailler comme dame de compagnie sur la Côte d'azur puis comme ouvrière dans les usines métallurgiques de la Seine, dont celle de Renault à Billancourt en 1923-1924. L'un et l'autre demanderont et obtiendront leur naturalisation après la naissance de Clara en 1930.

Clara Hesser grandit à Billancourt, à quelque 500 mètres des usines Renault. Bonne élève, elle est reçue au concours des bourses qui lui permet d'entrer à l'école primaire supérieure en 1943. Elle en suit les cours durant trois ans avant de tomber malade de la tuberculose en 1945 et de passer un an en sanatorium dans l'Ain de 1945 à 1946. À son retour, elle obtient son brevet primaire supérieur mais sachant son père malade, refuse de continuer des études pour pouvoir aider à subvenir aux besoins de la famille. Elle prépare un brevet commercial qu'elle obtient en 1947 et, après plusieurs mois de recherches infructueuses, finit par entrer comme dactylo chez Renault, au service Exportation, le 10 mars 1949. À 19 ans, avide de voyages et rêvant d'être reporter, elle pense n'être là que transitoirement. Elle vit à quelques encablures de l'usine, rue du Dôme, dans ce quartier de Billancourt peuplé aux lendemains de la Guerre, d'ouvriers étrangers.

Dès son entrée à l'usine, elle se syndique à la CGT ; elle y endosse rapidement des responsabilités, entrant au Comité exécutif du syndicat au début des années 1950. Elle est aussi une déléguée du personnel très active dans la grève de février 1950, à l'issue de laquelle elle est mutée au service des Informations techniques ; elle va y rester vingt-cinq ans. Réélue chaque année, elle est déléguée du personnel pendant vingt ans, de 1950 à 1970, puis déléguée Hygiène et Sécurité pendant cinq ans, de 1970 à 1975. C'est dans l'exercice de ses responsabilités syndicales que, jeune employée des bureaux, elle parcourt l'usine et fait la connaissance d'ouvriers algériens aux côtés desquels elle militera longtemps.

Très vite également, elle adhère au PC, après avoir fait partie de la délégation Renault au Festival mondial de la Jeunesse qui se tient à Budapest en 1949. Elle en reste membre jusqu'en 1968, au sein de la cellule Marcel Bec qui regroupe les mensuels de son secteur. Elle voit ses désaccords s'accroître avec la ligne du Parti, et pas seulement quand en 1955 la direction de la CGT doit imposer la signature contestée des « accords Renault ». Entre temps, lors de la grève de février 1952 et des campagnes de solidarité aux centaines de licenciés de l'usine (février-juin 1952), elle a rencontré Henri Benoits, militant trotskiste avec qui elle se mariera en 1963 au moment de la naissance de leur fille Sophie. Avec lui, elle discute de la politique coloniale française et des aspirations du peuple algérien, en particulier au lendemain de l'insurrection du 1er novembre 1954.

C'est en 1956, avec le vote par les députés communistes des Pouvoirs spéciaux pour le maintien de l'ordre en Algérie et avec la répression de l'insurrection hongroise, que ses désaccords avec la ligne du Parti s'accroissent. Elle le dit au sein de sa section, dès 1956 pour ce qui est de la Hongrie où les récits de ceux avec qui elle a gardé contact depuis le Festival de la jeunesse de 1949, ne cadrent pas avec la thèse d'une contre-révolution. Pour ce qui est de la lutte de libération nationale algérienne, elle écrit ses désaccords dans un rapport qu'elle présente à la conférence de la section Renault du Parti, le 16 février 1957. Elle y souligne les carences de la section lors de la grève du FLN fin janvier-début février 1957 (dite grève des huit jours), la nécessité d'« écouter davantage » les ouvriers algériens ; elle y marque son désaccord avec la ligne de « défense des intérêts de la France » et avec l'argument selon lequel « ce sont les impérialistes américains qui se substitueront aux impérialistes français » si la France venait à laisser l'Algérie ; et elle conclut : « Nous n'avons rien à perdre à nous prononcer sans équivoque pour l'indépendance algérienne » à un moment où le Parti milite pour la paix en Algérie. La réaction est brutale : Clara Hesser est désavouée par sa section, voire par certains camarades de sa cellule, dont un compte rendu d'assemblée générale, en mars 1957, signale qu'ils « sont intervenus pour démontrer que de telles considérations sont fondamentalement étrangères à la ligne du Parti et ont conseillé vivement à la camarade Clara de faire de gros efforts pour assimiler sérieusement la politique du Parti, notamment d'étudier les liens existant entre l'intérêt national et l'intérêt de la classe ouvrière. [...] Ils] lui recommandent de travailler à mieux assimiler la politique de notre Parti en étudiant attentivement sa presse et ses publications et lui rappellent que la lecture de la presse étrangère au Parti, où s'étalent les thèses de divisions, risque de conduire à la confusion sur le plan idéologique ». Elle pense alors quitter le PC, mais y reste suite aux témoignages de quelques-uns de ses camarades de section qui prirent sa défense, et sur l'insistance d'Henri Benoits, désormais son compagnon. Elle quittera le PC, ou plutôt n'y renouvellera pas sa carte fin 1968, « après la Tchécoslovaquie ». Avec Henri Benoits, elle soutient activement le FLN durant la guerre d'Algérie, prenant sur son temps de déléguée du personnel pour taper, reproduire et convoier des tracts, collectant et organisant la diffusion d'El Moudjahid, organe clandestin du FLN, organisant un Comité de mensuels pour la Paix en Algérie qui diffusait Vérité-Liberté et Témoignages et documents et envoyant des mandats aux emprisonnés algériens dans les camps du Larzac, après que les premières discussions entre les émissaires du gouvernement du Général de Gaulle et du GPRA eurent permis aux Algériens d'obtenir l'envoi de mandats aux emprisonnés et assignés à résidence. Avec Henri Benoits encore, elle est l'une des premières que Laïfa Lattad informe de la constitution d'un noyau FLN à Renault, en avril 1956. Avec Henri enfin, elle est de celles et ceux que la Fédération de France du FLN charge d'observer la manifestation du 17 octobre 1961.

Après cette phase algérienne, son engagement est marqué par la cause des femmes, en particulier à partir de 1968 où elle participe au Groupe femmes de Renault, initié par Emmanuelle Dupuy*, dactylo comme elle, et au Mouvement pour la libéralisation de l'avortement et de la contraception (MLAC). C'est en 1975, année de la femme, que son engagement féministe la pousse à demander une formation qui lui est plusieurs fois refusée et qu'elle finit par obtenir, non sans mesures de rétorsion. À son retour en effet, son chef de service ne la réintègre pas ; elle est « mise à la disposition du personnel » pendant plusieurs années, mutée de service en service, mais se refuse à démissionner. En 1980, elle est affectée aux services après-vente au Plessis-Robinson, puis à la traduction (elle parle hongrois, italien et anglais), enfin à la Documentation générale où elle est nommée secrétaire et où elle termine sa carrière à Renault. À partir de 1976, elle participe à l'Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés (ASTI) d'Issy-les-Moulineaux. Elle continue à y donner des cours d'alphabétisation. À la retraite depuis 1985, elle vit à Issy-les-Moulineaux.

SOURCES : Arch. privées de Clara Benoits dont Rapport à la conférence de section, 16 février 1957, 8 p., dactyl. — PCF, Fédération Seine-Ouest, Section Renault, Cellule Marcel Bec, Compte rendu d'assemblée de cellule, mars 1957, 1

Laure Pitti

PIERRE AVOT-MEYERS NOUS A QUITTES

(UTOPIE CRITIQUE N°50 1^{ER} TRIMESTRE 2010)

Gilbert Marquis et Daniel Grason

PIERRE AVOT-MEYERS était né le 8 juillet 1930 à Paris. Il était entré dans la vie active en 1946. Il avait adhéré à la C.G.T. dès 1948. En octobre 1949, il était embauché comme O.S. chez Chausson à Gennevilliers.

Il débutait à l'atelier MO, sur la chaîne d'assemblage des carrosseries « en blanc » (Ford et Vedette). Après son service militaire (octobre 1950-mai 1952), il était muté à Meudon, où il travaillait en équipe, à l'atelier des grosses presses.

Il était de retour en 1953, à Gennevilliers à l'usine G, d'abord sur la chaîne des cars et de nouveau à l'atelier MO, au ferrage des carrosseries Simca (Versailles, Beaulieu, Chambord...). Il a été délégué C.G.T. du personnel de 1954 à 1958, date à laquelle il quittait l'entreprise.

Il était membre du Parti communiste internationaliste (trotskiste) depuis 1949.

Et tous, jeunes de l'époque, nous plongèrent à fond dans la solidarité envers la Yougoslavie.

Depuis 1948, au sein du Kominform (la caricature de l'Internationale communiste), la Yougoslavie se manifestait de plus en plus contre la politique que Staline imposait à ses satellites depuis la Libération. La Yougoslavie représentait une particularité du fait que la victoire de la « résistance titiste » avait été obtenue par ses propres forces contre l'occupation germano-italienne et contre les forces tchetniks rassemblés autour de Mikhaïlovitch, porte-parole de la bourgeoisie et des forces sociales réactionnaires. C'est ainsi que l'un des proches de Tito, Kardelj, membre éminent du Bureau politique, explique dans sa brochure *De la démocratie populaire en Yougoslavie* : « Etant donné que notre révolution a commencé à se développer dans les conditions créées par la guerre de libération nationale, elle a eu dans sa première phase une forme démocratique populaire ; mais du fait des forces de classes qu'elle a mises en jeu et du rapport interne de ces forces, elle ne pouvait être en fait qu'une révolution socialiste... »

Pas question d'être un « satellite », mais un allié et pas autre chose. L'U.R.S.S. de Staline entra dans une campagne de dénigration anti-titiste. Il fallut donc faire connaître le P.C.Y., sa politique sociale, culturelle et internationale, ses dirigeants de grand talent, Kardelj, Djilas, Pijade, Dedijer..., leur aide à la résistance grecque alors que Staline avait abandonnée celle-ci dans le cadre de ses compromis avec les Etats impérialistes.

C'est dans cette période que nous avons lancé une campagne de « brigades de travail » de jeunes, manifestant leur solidarité. L'idée était de participer à la construction de l'université de Zagreb, de visiter le pays, de parler avec les gens et de comprendre la nécessité de défendre le peuple yougoslave.

Cette initiative se transforma en un bras de fer avec le Parti communiste français (fidèle de Staline), qui jura de nous en empêcher. Des centaines de membres de l'U.J.R.F. (l'Union des jeunesses républicaines de France, l'organisation des jeunes communistes dépendant du P.C.F.) étaient mobilisés pour nous empêcher de partir en Yougoslavie. La gare de Lyon, à chaque départ, pendant des semaines d'été, était devenue le champ clos des agressions. Un meeting central de solidarité avec les « titistes » à Paris se transforma en bagarre générale, la

verrière de la Salle des Sociétés savantes fut détruite et les dégâts furent si importants que les travaux de réparation durèrent plusieurs années. Pierre fût de toute cette campagne de solidarité.

Quelques années après, il devint membre du Bureau politique du P.C.I. qui le chargea, vu ses qualités, des tâches les plus pointilleuses...

En 1957, notre organisation fut contactée par les militants du F.L.N. qui nous demandèrent de l'aide pour l'indépendance de l'Algérie. Le temps des colonies était fini. Les souffrances de l'aliénation nationale ne pouvaient plus être supportées. La défense de l'indépendance algérienne était une exigence totale de notre programme et notre soutien allait de soi. Une évidence que les pires pieds-noirs refusèrent de reconnaître, faisant couler le sang pendant plus de six années ! ils s'attaquèrent aux libertés, organisèrent une guerre coloniale et civile en France, jusqu'à la mise en danger de la République et portèrent atteinte aux lois démocratiques, mettant en cause même la Constitution.

Pierre fût engagé dans le soutien au F.L.N. Un engagement qui n'était pas sans risque. La diffusion des tracts du F.L.N. dans les cafés, les épiceries qui se chargeaient de relais, et puis cacher les militants de tous niveaux, chassés, poursuivis, en danger de torture. Le secrétariat de la IVE se transporte à

Amsterdam...

En 1960, la police découvre l'imprimerie clandestine de la IVE Internationale, en région parisienne. Pierre est pourchassé par des agents de la D.S.T. Il doit se réfugier en Italie.

A Rome, il entre dans le travail du secrétariat de la IVE, dont Livio Maitan est devenu le responsable, après l'arrestation en Hollande de Michel Pablo Raptis...

1962, l'indépendance de l'Algérie est reconnue !

Pierre part alors à Alger. Il devient collaborateur du journal du F.L.N., El Moudjahid.

En 1965, Boumedienne et les militaires réalisaient un coup d'Etat. Pierre Avot-Meyers était arrêté dans la nuit du 2 septembre, par des policiers en civil, sans aucun mandat d'amener, d'arrêt ou de perquisition. Avec Simonne Minguet, ils opposent une vive résistance, ils sont frappés, enchaînés et conduits au siège de la police des Renseignements généraux où ils sont interrogés. Pierre s'en tirera avec la fracture d'une côte et diverses blessures. Ils sont incarcérés et mis au secret durant trois semaines, puis expulsés vers la France.

Pierre entame une nouvelle carrière professionnelle, il devient correcteur de presse au Canard enchaîné, à l'Encyclopédie Universalis.

Il collaborait bénévolement aux éditions Syllepse. C'est en 2001, que je rencontrais pour la première fois Pierre, lors d'une réunion de militants de chez Chausson. Un groupe de travail s'est constitué, il comprenait des syndicalistes de la C.G.T. et de la C.F.D.T., l'ouvrage Chausson : une dignité ouvrière, se construira. Outre l'intérêt de son témoignage sur les conditions de travail dans l'entreprise, il nous fit découvrir un événement oublié - celui de la brigade Commune de Paris - constituée de jeunes de chez Chausson qui, à l'été 1950, était partie en Yougoslavie soutenir le socialisme autogestionnaire initié par Broz Tito. Pierre nous a apporté son capital intellectuel, ses connaissances, ses exigences de correcteur de presse dans l'élaboration, la rédaction de l'ouvrage. Le livre édité chez Syllepse, préfacé par Michel Verret, a fait date. Il est à ce jour le seul ouvrage qui retrace l'histoire industrielle et sociale d'une entreprise, sur un secteur industriel (Asnières-

Gennevilliers) qui en comptait d'innombrables.

Nous garderons en mémoire, sa gentillesse, son sourire, son dévouement sans compter à un

mouvement ouvrier progressiste.

Nous voudrions dire notre peine et notre affection à notre camarade Dany Bondoux, qui fut toujours proche de Pierre, et participa largement à ses activités pour l'indépendance de l'Algérie. De même, nous partageons la peine de leur fils Benoît.